

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 25
Spring
2005
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029506 4

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 25 • PRINTEMPS 2005

À l'unisson avec l'Asie Le Canada se tourne vers l'Orient

- Section spéciale sur l'aide après le tsunami
- Commercer en Asie-Pacifique

Au sujet de **Canada — Regard sur le monde**

Canada — Regard sur le monde donne un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne et traite des initiatives et contributions du gouvernement du Canada dans le domaine des affaires internationales. *Canada — Regard sur le monde* est un magazine trimestriel publié en français et en anglais par Affaires étrangères Canada.

Les opinions exprimées par les collaborateurs nommés dans la présente publication ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Mary Gooderham
Directrice de la rédaction

Pour nous joindre :

Canada — Regard sur le monde
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex, BCS C-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canada-magazine@international.gc.ca

Message aux abonnés :

Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse (couverture arrière) et retournez-nous l'étiquette par la poste ou par télécopieur. N'oubliez pas d'indiquer votre numéro d'abonné à 8 chiffres.

Abonnement par courriel :

Le magazine *Canada — Regard sur le monde* est publié à www.international.gc.ca/canada-magazine, où il est aussi possible de s'abonner en direct pour le recevoir par courriel.

Abonnement par la poste :

Pour recevoir gratuitement des exemplaires de ce magazine ou d'autres publications d'AEC par la poste, adressez-vous au :
Service de renseignements (SXC1)
Affaires étrangères Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone : 1 800 267-8376 (sans frais)
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@international.gc.ca

Notre couverture

M. Wenran Jiang, professeur à l'Université de l'Alberta, fait rouler la boule dans la gueule du lion pour attirer la chance, à la porte d'entrée du quartier chinois d'Edmonton. La porte a été construite par les habitants de Harbin, en Chine, d'où est originaire M. Jiang.

photo : PC (Sean Connor)

Page courante

Un pêcheur sri-lankais jette son filet à l'eau à Cheddi Palayan, à l'est de Colombo, une semaine après le tsunami qui a fait plus de 30 000 morts au pays.

photo : PC (Rafiq Maqbool)

DANS CE NUMÉRO



Point de vue : Le Canada dans un monde en transformation..... **3**

Article vedette : Pleins feux sur l'Asie... **5**
Des liens durables..... **9**

L'AIDE APRÈS LE TSUNAMI

Aider les Canadiens en détresse :
Des appels du Canada **10**
Si vous partez..... **10**
Perdus en Thaïlande..... **11**

Après le tsunami :
Une contribution utile..... **12**
Portes ouvertes..... **13**
Gens d'action et de cœur..... **14**

Diplomatie : Consolider la paix, reconstruire des vies **15**

Dépêches : Images d'une tragédie..... **16**

Les leçons de la bataille de Hong Kong **17**

Commerce et investissement :
La formule asiatique **18**
Des rapports en pleine expansion **19**

Culture : La culture canadienne en Asie..... **20**

Jeunesse : Les jeunes et la campagne antimines terrestres..... **22**

Dashan jette des ponts entre le Canada et la Chine **23**

Tragédie et espoir **24**

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

AVR 26 2005

Return to Departmental Library
revenir à la bibliothèque du Ministère

POINT de vue

LE CANADA DANS UN MONDE EN TRANSFORMATION

Écrivain canadien plusieurs fois récompensé, David Crane s'intéresse aux questions économiques, politiques et environnementales. Ses chroniques apparaissent dans plusieurs publications, dont le *Toronto Star*. Il écrit actuellement un autre livre intitulé pour l'instant *Big Canada or Little Canada: The Choice is Ours*, qui paraîtra chez Penguin Books au début de l'an prochain. Il montre ce que le Canada doit faire pour réussir dans la nouvelle économie mondiale.

Pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, le Canada a exercé une influence remarquable dans le monde, mais cette époque est révolue. Un défi de taille se dresse aujourd'hui devant lui : se repositionner afin de jouer un rôle actif dans un monde complètement différent. Il importe donc qu'il trouve le nouveau rôle qu'il veut jouer parce que les Canadiens veulent avoir leur mot à dire sur le genre de planète que nous habiterons dans l'avenir, mais aussi parce que si le Canada ne joue pas un rôle productif sur la scène mondiale, il risque de ne plus compter et de perdre une bonne partie de sa souveraineté en devenant un satellite de plus en plus dépendant des États-Unis.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada s'est révélé un membre important du groupe des alliés qui ont défait le nazisme et son équivalent japonais. Les Canadiens ont joué un rôle impressionnant pendant la guerre. Ils étaient prêts à en jouer un tout aussi important après, en bâtissant la paix. Ainsi, le Canada a contribué à la création de l'Organisation des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce); il a pris part à la mise sur pied de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et il a beaucoup apporté à la paix et à la stabilité grâce à ses forces armées et à son savoir-faire diplomatique.

Des Canadiens se sont battus en Corée sous la bannière des Nations Unies. En 1957, l'attribution du prix Nobel de la paix à Lester B. Pearson pour sa contribution au dénouement de la crise du canal de Suez et son idée de faire jouer à l'ONU un nouveau rôle de maintien de la paix a mis en évidence le rôle international du Canada. Certes, l'apport du Canada aux affaires mondiales, par exemple en étant membre du G7/G8, demeure important, mais son influence a diminué pour diverses raisons.

Tout d'abord, le Canada n'a pas maintenu ses moyens militaires et ses moyens d'assistance, de sorte que sa capacité à réagir aux crises mondiales s'est amoindrie. Ensuite, les États-Unis ont changé. Ils n'ont plus besoin de l'espace

aérien canadien pour se défendre, et leurs priorités sont devenues la guerre contre le terrorisme et l'émergence de nouvelles grandes puissances comme la Chine et l'Inde. Enfin, la décision de grands pays à économie fermée de s'ouvrir au monde a radicalement changé l'orientation du développement mondial futur.

Au cours des prochaines décennies, les activités et les puissances mondiales connaîtront des bouleversements incroyables. Un rapport récent du U.S. National Intelligence Council intitulé *Mapping the Global Future*, prévient que jamais depuis la création du système d'alliance occidentale en 1949, la forme et la nature des ententes internationales n'ont connu un tel état de mouvance.

Selon le rapport, la venue probable de deux nouveaux grands acteurs sur la scène mondiale, la Chine et l'Inde, transformera le paysage géopolitique, et ses répercussions seront peut-être aussi profondes que celles des changements qui ont marqué les deux derniers siècles. « Tout comme le XX^e siècle a été le siècle de l'Amérique aux yeux des observateurs, le XXI^e siècle sera peut-être celui de l'avènement de l'Asie, Chine et Inde en tête », peut-on également lire dans le rapport. « L'ampleur et la vitesse mêmes du changement entraîné par la mondialisation — outre le phénomène qu'elle représente — caractériseront le monde jusqu'en 2020 ». La mondialisation du XXI^e siècle aura probablement un visage asiatique plutôt qu'américain, car la Chine et l'Inde accélèrent leurs investissements dans l'éducation et dans la recherche-développement, bâtissent leurs propres multinationales et étendent leur sphère économique.

Quelles seront les conséquences pour le Canada? Dans les organismes internationaux, son pouvoir de vote et son rôle diminueront peut-être. La réforme des Nations Unies pourrait déboucher sur la création d'un nouveau conseil de sécurité davantage à l'image du XXI^e siècle avec, par exemple, des sièges pour le Japon, l'Inde, l'Allemagne, le Brésil et



photo : Danielle Lépine, AEC

Selon l'auteur David Crane, « au cours des prochaines décennies, nous assisterons à un changement remarquable des centres de pouvoir et d'activité dans le monde ».

Une nouvelle place pour l'Asie

« L'émergence vraisemblable de la Chine et de l'Inde, ainsi que d'autres pays, en tant que nouveaux acteurs de poids sur la scène mondiale — comme ce fut le cas d'une Allemagne unie au XIX^e siècle et des puissants États-Unis au début du XX^e siècle —, transformera le paysage géopolitique et pourrait avoir des répercussions aussi spectaculaires que celles connues au cours des deux siècles précédents. Les observateurs disent que le dernier siècle a été celui des Américains. De même, le XXI^e siècle pourrait bien être vu comme celui où l'Asie, menée par la Chine et l'Inde, donnera toute sa mesure. »

U.S. National Intelligence Council

Part du PIB mondial en pourcentage (en termes de parité des pouvoirs d'achat)

| | 2004 | 2050 |
|-------------|------|------|
| États-Unis | 27,2 | 18,6 |
| Chine | 16,2 | 27,4 |
| Inde | 6,1 | 17,5 |
| Russie | 3,4 | 3,1 |
| Brésil | 3,4 | 4,3 |
| Japon | 9,3 | 3,2 |
| Allemagne | 5,6 | 2,3 |
| Royaume-Uni | 4,0 | 2,0 |

Source : Estimations de Goldman Sachs

Reconfiguration de la carte

« [...] l'idée que nous nous faisons de la cartographie du monde en 2020 changera du tout au tout. Les puissances « arrivistes » — la Chine, l'Inde et peut-être d'autres, comme le Brésil et l'Indonésie — ont la capacité de rendre obsolètes les vieux tandems Est-Ouest, Nord-Sud, alignés et non alignés, développés et en développement. Les regroupements géographiques classiques verront de plus en plus leur influence diminuer dans les relations internationales. »

U.S. National Intelligence Council

Nombre de voitures possédées (en milliers)

| | 2005 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 |
|------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| États-Unis | 148 656 | 176 932 | 195 651 | 214 713 | 233 174 |
| Chine | 19 251 | 131 632 | 273 760 | 423 491 | 514 041 |
| Inde | 9 039 | 38 644 | 114 812 | 324 209 | 610 902 |
| Brésil | 27 917 | 60 026 | 95 545 | 130 973 | 147 343 |
| Russie | 27 127 | 57 517 | 74 086 | 78 480 | 75 441 |
| Japon | 56 780 | 60 711 | 60 304 | 57 476 | 54 344 |
| Allemagne | 45 776 | 49 549 | 49 371 | 48 767 | 47 130 |

Source : Goldman Sachs BRICs Model Projections

l'Afrique du Sud. Son pouvoir de vote au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pourrait être amoindri en raison de la plus grande place que prendront d'autres pays. Il se peut que le G7/G8 soit remplacé par une autre instance qui pourrait exclure le Canada. Le Canada devra déployer alors beaucoup plus d'efforts pour se faire entendre et influencer sur l'avenir de la planète.

Toutefois, la capacité du Canada à jouer un rôle mondial auquel les Canadiens aspirent, dépendra de nombreux facteurs, dont la création et la répartition des ressources qui lui permettront de le faire. Il faudra donc que le Canada connaisse une réussite économique, sociale et environnementale sur le plan intérieur. Il devra en particulier passer à une société fondée sur le savoir, fortement éduquée et capable d'innovation.

Le Canada maintiendra des dépenses militaires élevées, non seulement pour surveiller ses côtes et ses couloirs aériens — et l'Arctique de plus en plus —, mais aussi pour être un membre crédible de l'OTAN et pour pouvoir déployer des forces de maintien de la paix ou autres dans le monde. Si le Canada veut avoir de la crédibilité, il doit être capable de joindre le geste à la parole.

Parallèlement, le Canada doit améliorer sa capacité à résoudre les grands problèmes mondiaux. Pour cela, il devra consacrer des ressources et trouver des idées, par exemple pour aider à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, pour s'attaquer à la question à long terme du changement climatique ainsi qu'à celle de la santé publique et des maladies infectieuses et pour aider à l'édification d'institutions et au renforcement des pays en développement. Il devra aussi œuvrer au renforcement des institutions de gouvernance mondiale, qui seront encore plus importantes dans un monde de 9 milliards d'habitants que dans un monde de 6,4 milliards d'habitants. La proposition du premier ministre Paul Martin de confier à un L20 dynamique la direction d'une gouvernance mondiale est également une contribution importante. En même temps, le Canada aura besoin d'améliorer ses capacités diplomatiques en travaillant avec des coalitions de pays partageant les mêmes points de vue sur des questions essentielles, comme il l'a fait pour le traité des mines terrestres et la Cour pénale internationale.

Personne ne peut assurément prédire ce que l'avenir réserve, car il est fait de surprises. Ce que nous savons par contre, c'est que les 50 prochaines années seront remplies de défis et que les Canadiens veulent être de ceux qui prennent une part active à la recherche de solutions. D'où la grande nécessité de découvrir dès aujourd'hui les meilleurs moyens d'agir sur la scène mondiale pour orienter l'avenir. 🍁

On peut joindre David Crane à l'adresse suivante : crane@interlog.com.

PLEINS FEUX SUR L'ASIE

Comme le montrent l'intervention canadienne à l'égard de la crise du tsunami, la récente visite du premier ministre Paul Martin et l'envoi d'une mission commerciale de haut niveau dans la région, le Canada est fermement déterminé à participer pleinement à l'essor de l'Asie-Pacifique.

Wenran Jiang mène en quelque sorte une double existence canado-asiatique qui lui plaît bien. Né à Harbin, grande ville industrielle du Nord-Est de la Chine, il faisait des études de doctorat à Ottawa au milieu des années 1980 lorsqu'il a rencontré, puis épousé, une Canadienne. Il déménage par la suite à Edmonton, où il constate que cette ville est jumelée à Harbin, que le quartier chinois y a une rue Harbin (pendant de la route Edmonton, principale voie menant à l'aéroport de Harbin) et qu'on y trouve une porte cérémonielle construite par les habitants de Harbin et donnée en cadeau à sa ville jumelle. Le fils de M. Jiang, Hadrian, âgé de neuf ans, fréquente une école primaire où l'enseignement se donne en anglais et en mandarin dans le cadre d'un des programmes publics en langue étrangère les plus exhaustifs sur le continent. Le frère de Hadrian, Tristan, cinq ans, entrera à cette école à l'automne. Le foyer des Jiang est ce que M. Jiang appelle « le compromis entre l'Orient et l'Occident »; on y trouve en effet des antiquités chinoises et des panneaux sculptés côtoyant des meubles contemporains, le tout arrangé selon le *feng shui*, art mystique chinois qui favorise l'énergie et l'équilibre.

« Je ne pourrais être davantage chez moi qu'au Canada », lance M. Jiang aujourd'hui âgé de 48 ans et professeur agrégé de sciences politiques à l'Université de l'Alberta. Il perpétue cet équilibre entre l'Orient et l'Occident en tant que spécialiste de la politique étrangère, des droits de la personne et du développement en Asie de l'Est. Il fait aisément la navette entre sa nouvelle patrie et l'Asie. Il se voit comme un observateur, un instigateur et un instrument du rapprochement avec la région. Il s'intéresse surtout à des domaines comme les relations du Canada avec la Chine dans le secteur énergétique, thème sur lequel il a organisé récemment des conférences entre les deux pays.

M. Jiang incarne l'élargissement des liens personnels, économiques, politiques et culturels entre le Canada et l'Asie-Pacifique. Comme le montrent l'intervention du Canada à l'égard de la crise dévastatrice du tsunami ainsi que la récente visite du premier ministre Paul Martin et l'envoi d'une mission commerciale de haut niveau dans la région, le Canada entend bien participer pleinement à l'essor de la région.

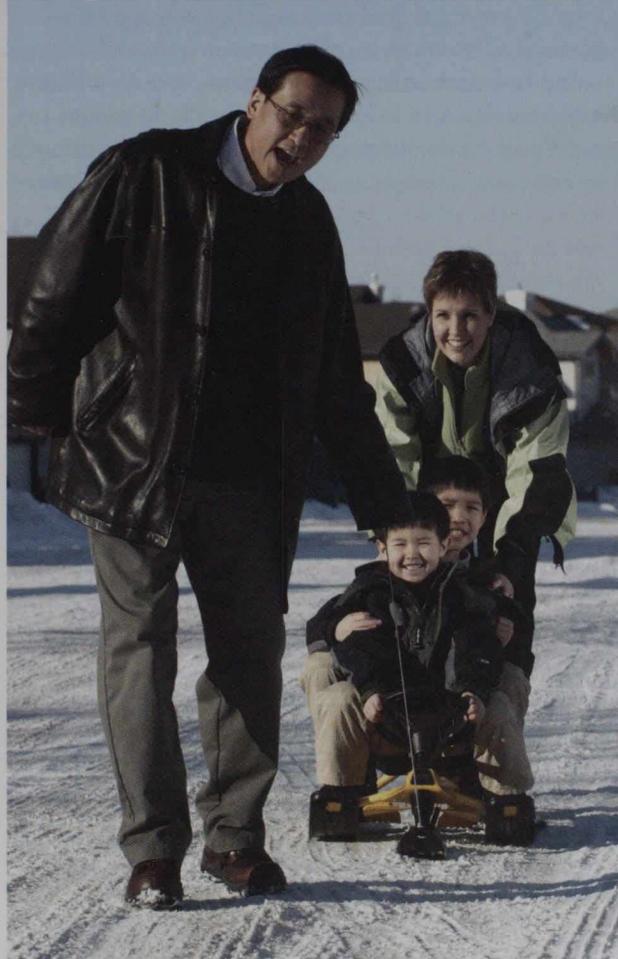


photo : PC (Sean Connor)

Un juste milieu entre l'Orient et l'Occident : M. Wenran Jiang, professeur à l'Université de l'Alberta, et sa femme, M^{me} Tanya Casperson, avec leurs deux fils, Hadrian, 9 ans, et Tristan, 5 ans.

« L'Asie n'est plus une terre étrangère; sous de nombreux rapports, nous en faisons intimement partie, et vice-versa », selon David Mulroney, sous-ministre adjoint aux relations bilatérales à Affaires étrangères Canada. « Nous avons là une région où les intérêts économiques, personnels et de sécurité s'imbriquent les uns dans les autres, et cela a des répercussions stratégiques sur nos propres intérêts... Nous n'avons d'autre choix que de nous investir à fond en Asie-Pacifique; cela est essentiel à notre prospérité et à notre sécurité, surtout dans un monde qui se globalise. »

Un investissement stratégique

Le Canada entretient depuis longtemps des relations très élargies avec l'Asie-Pacifique, une région vaste et diversifiée qui s'étire de l'Afghanistan à Tahiti, et de la Mongolie à la Nouvelle-Zélande. Sur le plan historique, ces relations sont fondées à la fois sur l'immigration, avec les premiers Chinois, Japonais et Asiatiques du Sud venus construire le chemin de fer du Canadien Pacifique Limitée, et sur le commerce, amorcé au début des années 1700 avec l'exportation florissante de ginseng sauvage par les missionnaires jésuites installés à Québec. Ces liens avec l'Asie-Pacifique ont pris de l'ampleur, la région

comptant par exemple pour la moitié de tous les nouveaux immigrants au Canada au cours de la dernière décennie.

Aujourd'hui, le Canada prête surtout attention aux puissances en éclosion, la Chine et l'Inde, et à l'approfondissement de ses relations avec le Japon. Malgré l'importance de ces priorités, il ne néglige pas pour autant le reste de l'Asie, puisqu'il est membre fondateur du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, où il exerce un rôle actif, et puisqu'il entretient des rapports constructifs avec l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un important marché pour les investissements canadiens et également un partenaire dans la campagne contre le terrorisme. Le Canada cultive aussi de solides relations avec des pays comme la Corée du Sud et l'Australie.

Le premier ministre Martin est venu dans la région en janvier pour manifester sa solidarité avec les gouvernements et les populations des pays frappés par le tsunami. Cela a été aussi pour lui l'occasion de servir les intérêts bilatéraux et multilatéraux du Canada, de forger des ententes et de faire des déclarations historiques propres à resserrer encore davantage ces liens. Il y a eu, par exemple, l'adoption du Cadre économique Canada-Japon portant sur l'établissement d'un partenariat économique complet entre les deux pays, l'engagement par la Chine d'accorder au Canada le statut de destination approuvée, ce qui permettra aux touristes chinois de venir plus facilement ici, et des discussions avec l'Inde sur l'amélioration de la gouvernance et des institutions mondiales. « Les rapports de force dans le monde changent, a déclaré M. Martin. L'Asie est une région dynamique avec un potentiel extrêmement prometteur. »

Débouchés...

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. D'ici une génération, le Japon, la Chine et l'Inde compteront parmi les quatre plus importantes économies du monde. En 2020, le PIB de l'Asie du Nord-Est devrait surpasser celui des États-Unis en pourcentage du produit mondial.

Une mission dirigée par le ministre du Commerce international Jim Peterson s'est rendue à Shanghai, Beijing et Hong Kong en janvier pour raffermir les liens commerciaux avec la Chine et en créer d'autres. Elle se composait des représentants de 280 entreprises canadiennes. Plus d'une centaine d'ententes ont alors été signées entre des entreprises canadiennes et chinoises. « Comme la Chine est en train de modifier la donne sur le marché mondial, les entreprises canadiennes n'ont plus le choix. Elles doivent se doter d'une stratégie commerciale à l'égard de la Chine », a déclaré M. Peterson, qui effectuera une visite en Inde ce printemps.

Les Canadiens sont optimistes devant les perspectives économiques en Asie et estiment que la consolidation des liens est vitale pour le bien-être du pays. La Fondation Asie-Pacifique du Canada a fait préparer l'été dernier un sondage révélateur. La majorité des répondants ont en effet estimé que l'Asie est une région de croissance économique et un débouché pour les entreprises et les investisseurs canadiens. Plus de 70 p. 100 d'entre eux ont déclaré que le gouvernement du Canada devrait favoriser l'expansion du commerce avec cette région, tandis que 73 p. 100 pensaient que le Canada devrait diversifier ses échanges pour être moins tributaire des États-Unis.

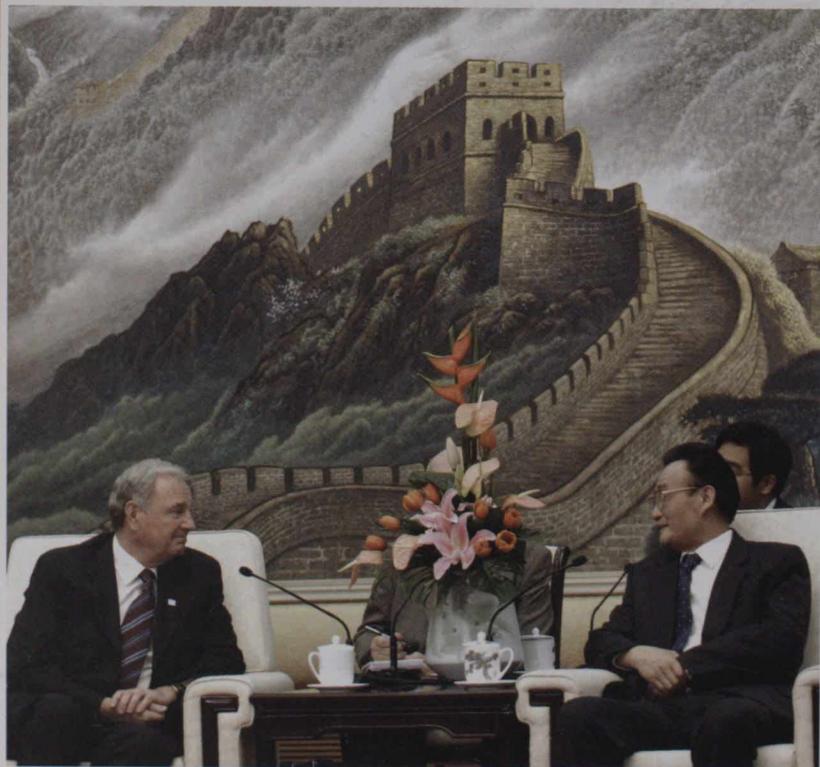
« Le sondage souligne l'importance pour les Canadiens de tisser des liens économiques plus forts avec les pays asiatiques, déclare John Wiebe, président-directeur général de la Fondation. Les entreprises canadiennes qui se spécialisent dans la prestation de services haut de gamme — architecture, aménagement environnemental, éducation, finances, logiciels, télécommunications, etc. — connaissent du succès en Asie. Beaucoup d'autres pourraient les imiter. »

Toutefois, pour réussir sur les marchés asiatiques, il faut être bien préparé et déterminé, déclare Ken Sunquist, sous-ministre adjoint responsable des marchés mondiaux à Commerce international Canada. « Pour établir des relations et bâtir des réseaux solides en Asie, les entreprises doivent planifier sur le long terme », poursuit-il, ajoutant que la région n'est pas homogène. « Les entreprises canadiennes doivent se doter de plans d'affaires solides, qui prennent en compte les difficultés et les possibilités propres à un marché en particulier et doivent mettre à profit les avantages que procurent les relations entre les deux pays. »

... et obstacles

La région est tout aussi importante sur le plan de la sécurité. Le Canada collabore avec d'autres pays pour s'attaquer au problème de la prolifération des armes de destruction massive, des missiles balistiques, du terrorisme et des conflits internes.

Le Canada y prône activement la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme et la bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne les droits de la personne, la formation



Promotion des intérêts du Canada : Le premier ministre Paul Martin rencontre Wu Bangguo, président du Conseil national du peuple, au Palais du peuple, à Beijing.



Un exemple de développement : Un employé du laboratoire Medigloves Ltd., en Thaïlande, pays autrefois bénéficiaire de l'aide au développement, mais en train de devenir un partenaire économique du Canada à part entière.

juridique, la surveillance des élections et l'éducation des électeurs dans des pays comme l'Indonésie.

L'Afghanistan est un cas de figure intéressant pour la stratégie canadienne de sécurité et de gouvernance. Le Canada y est très présent sur le plan de la diplomatie, du développement et de la défense — c'est l'approche dite des 3-D. Cette présence a pour objectifs de favoriser la stabilité, de soutenir la croissance et de faciliter l'enracinement de la démocratie dans ce pays. Le Canada a consacré près de 24 millions de dollars aux élections présidentielles afghanes qui se sont tenues en octobre dernier. Ce scrutin a été considéré comme une étape cruciale dans la transformation du pays en un État démocratique et autosuffisant.

Développement de partenariats

Ces 25 dernières années, plusieurs pays asiatiques ayant reçu l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont réalisé d'importants progrès. En Malaisie et en Thaïlande, par exemple, la santé, la nutrition, l'espérance de vie et d'autres indicateurs du développement humain se sont améliorés au point où ces pays ne sont plus des bénéficiaires de l'aide au développement, mais bien des donateurs.

« Quelle réussite de voir ces pays s'affranchir de l'aide pour devenir de véritables partenaires économiques! », s'exclame Bob Johnston, directeur général de la planification stratégique pour l'Asie à l'ACDI. Il existe cependant encore à son avis de nombreux foyers de pauvreté dans la région. « La triste réalité est la suivante : 60 p. 100 des pauvres dans le monde vivent en Asie... Dans l'ensemble, les chiffres ont de quoi intimider. »

La catastrophe du tsunami a rivé l'attention des Canadiens sur la région en particulier et sur l'aide humanitaire en général, non seulement en temps de crise, mais aussi pour le long terme.

« Cette crise a été pour diverses communautés une importante occasion de nouer des relations et des liens de solidarité qu'il convient d'appuyer, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Pierre Pettigrew lors de la Réunion des dirigeants de l'ANASE tenue à Jakarta en janvier et consacrée

à la catastrophe. La communauté internationale devra rester active à long terme dans la région... Le Canada sera présent en tant que partenaire à part entière aussi longtemps qu'il le faudra. »

Le tsunami a été « l'élément déclencheur », affirme Paul Evans, directeur adjoint du Liu Institute for Global Issues. « Les apports de capitaux dans la région ont atteint des proportions sans précédent. » Cela a aussi focalisé l'attention mondiale sur des conflits profondément enracinés dans des pays comme le Sri Lanka et l'Indonésie. « Le voile a été levé », fait-il observer, ajoutant que cela pourrait amener de nouveaux interlocuteurs et changer la donne des conflits internes.

Un rôle pour le Canada

L'élargissement du rôle du Canada dans la région, et ses modalités, sont des thèmes qui suscitent d'intenses discussions. En Chine, par exemple, il importe de voir à ce que le Canada profite de l'extraordinaire croissance économique du pays. Mais il faut aussi veiller à ce que la Chine soit un membre responsable de la communauté internationale. « Les activités commerciales du Canada en Asie ne sont qu'un aspect de notre relation avec ce continent, déclare M. Evans. J'ai peur que ces œillères nous empêchent de voir l'ensemble de la relation; notre approche économique en Asie doit aussi tenir compte des aspects sociaux, de la sécurité et de la politique. »

Wenran Jiang, qui a travaillé dans une ferme laitière pendant cinq ans au cours de la Révolution culturelle et dirigé des manifestations d'étudiants à Ottawa en 1989 contre les actions du gouvernement chinois sur la place Tiananmen, estime que le Canada doit moduler sa collaboration avec les Chinois de manière à exercer une influence stratégique sur le pays. Il est inutile, selon lui, « de braquer les projecteurs sur la Chine ».

« La question n'est pas de savoir si nous allons nous investir, mais bien comment nous allons le faire, déclare-t-il. Nous pouvons jouer de notre influence pour aider la Chine à être plus ouverte d'esprit, à respecter la primauté du droit et à s'orienter graduellement vers la démocratie. » Le Canada est un vrai modèle de multiculturalisme et de tolérance,

Le ministre des Affaires étrangères Pierre Pettigrew constatait en janvier dernier les ravages causés par le tsunami à Phuket, en Thaïlande : « La communauté internationale devra rester active à long terme dans la région... Le Canada sera présent en tant que partenaire à part entière aussi longtemps qu'il le faudra. »





Jeux interculturels : Cassie Campbell, d'Équipe Canada, se dirige vers la gardienne de but de l'équipe chinoise, Hong Guo, lors du championnat mondial de hockey sur glace féminin 2004, à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

ajoute-t-il. « Il ne fait aucun doute que la Chine souhaite mieux connaître le Canada, et vice-versa. »

Les liens avec l'Asie-Pacifique sont riches en « capital humain », selon Reeta Chowdhari Tremblay, qui enseigne les sciences politiques à l'Université Concordia de Montréal. Son institution met l'accent sur la Chine et l'Inde et encourage les échanges universitaires, la collaboration en matière de recherche et l'accès au téléenseignement avec ces deux pays. Selon elle, le Canada a tout à gagner d'un dialogue avec l'Inde dans des domaines comme la démocratie parlementaire, les droits collectifs plutôt qu'individuels, les questions autochtones et les rapports entre la justice, le droit et la politique.

La région est aussi le cœur démographique de l'islamisme et offre donc de multiples possibilités de liens avec le monde musulman. La majorité des musulmans du monde vivent en Asie, l'Indonésie et le Bangladesh étant, respectivement, le premier et le deuxième pays à cet égard. Les relations entre le Canada et la région sont donc essentielles pour mieux comprendre les collectivités musulmanes et engager un dialogue avec elles.

Liens personnels

Aujourd'hui, le tiers des Canadiens ont de la famille en Asie. Ces personnes contribuent de plus en plus à la politique étrangère en tant que citoyens, gens d'affaires, politiciens, universitaires et étudiants et aident à jeter des ponts entre le Canada et l'Asie. En contrepartie, cela signifie aussi que les questions asiatiques se répercutent sur la scène politique nationale.

M^{me} Tremblay, qui est originaire du Cachemire, dans le Nord-Ouest de l'Inde, et qui a épousé un Canadien français, dit « passer très facilement d'une culture à l'autre ». Elle estime cependant que de nombreux immigrants asiatiques

traînent avec eux des accointances avec des mouvements séparatistes, des relents de conflits internes et des sensibilités issues de normes sociales ou clanistes qui nuisent à leur épanouissement au Canada. Leurs enfants, par contre, seront davantage en mesure d'inciter les autres Canadiens à nouer des liens positifs avec les pays concernés.

« La génération qui nous succédera sera différente, déclare-t-elle. Les enfants qui grandissent ici sont trilingues, et ils incarnent l'avenir. »

Il est vital de pouvoir répondre adéquatement à ces tendances. Dans son discours du Trône prononcé en février, le gouvernement de la Colombie-Britannique met en relief le rôle de la province comme porte d'accès à l'Asie-Pacifique, une « occasion en or » de forger de nouvelles relations dans les domaines du commerce, de l'investissement, du tourisme et de la culture. Il y annonce des mesures éducatives, comme l'apprentissage en milieu scolaire du punjabi, du mandarin et d'autres langues asiatiques.

Impératif du futur

L'importance des langues asiatiques — ainsi que des liens commerciaux, culturels et autres qu'elles apportent — a été bien circonscrite, et de façon provocatrice, lorsque le *Globe and Mail* a rempli, l'automne dernier, la première page d'une de ses éditions du samedi avec 20 caractères chinois, dans une police habituellement réservée à la guerre ou à un alunissage, le tout accompagné de la phrase suivante en anglais : « Si vous n'arrivez pas à lire ces mots, il est temps de vous y mettre... » Dans un effort collectif jamais vu dans l'histoire de ce journal, une trentaine de journalistes ont dressé un portrait exhaustif de la Chine contemporaine. « Ne vous y trompez pas : la Chine est en train de s'imposer », déclare à ce sujet Edward Greenspon, rédacteur en chef du journal.

Même si le resserrement des liens avec la région présente de nombreux avantages, M. Jiang estime que ce resserrement ne se fera pas sans travail, sans sacrifices et sans quelques ajustements. Il a dû renoncer à une possibilité de carrière prometteuse, par exemple, pour que son fils puisse être admis à un programme bilingue anglais-chinois à Edmonton il y a trois ans. Avec sa famille, il a emménagé dans un quartier près de l'école — et doit composer depuis avec les frustrations d'un enfant apprenant une langue difficile.

« Cela exige beaucoup de moi, explique M. Jiang, mais j'estime que ce n'est pas seulement une question d'identité culturelle pour Hadrian. Parler cette langue lui sera utile, à lui et à d'autres. C'est une réalité incontournable. » ❁

Pour en savoir davantage sur les relations du Canada avec l'Asie-Pacifique et vous abonner à un bulletin mensuel portant sur les Canadiens, les entreprises canadiennes, l'aide au développement et la culture canadienne dans la région, consultez le site Web www.international.gc.ca/asia/menu-fr.asp.

Des liens durables

Quand l'Université de la Colombie-Britannique a découvert qu'elle comptait dans cette ville plus de 3 000 anciens étudiants et y entretenait de nombreuses relations en recherche-développement, elle a décidé d'y ouvrir un bureau.

Cette ville, c'est Hong Kong — une parmi tant d'autres en Asie-Pacifique où l'Université a de profondes ramifications qu'elle doit à des partenariats, à des projets de recherche et au dynamisme d'anciens étudiants.

« Nous maintenons un lien absolument vital entre le Canada et cette région », explique Kenneth McGillivray, directeur de UBC International, dont le rôle consiste à établir des alliances dans le monde pour l'Université. « Nous sommes ici depuis six décennies. »

Si les pouvoirs publics fixent les grandes lignes suivant lesquelles les échanges commerciaux, politiques et culturels se font entre les nations, c'est finalement la multitude des rapports noués entre les individus qui fait passer le courant entre les sociétés.

Des villes canadiennes comme Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver accueillent des populations importantes venues de la Chine, de l'Inde, de la Corée du Sud, du Vietnam, de Taïwan et d'ailleurs. Ces populations continuent par la suite à entretenir des relations commerciales, professionnelles et culturelles avec leur pays d'origine.

Forte de quelque 4 000 étudiants étrangers, asiatiques pour beaucoup, l'Université de la Colombie-Britannique a institutionnalisé ce type de relations. Sur son campus se trouve la Maison de Corée, une résidence accueillant 200 étudiants coréens qui a été créée à la suite d'une alliance avec le gouvernement sud-coréen. L'Université essaie de bâtir un carré de résidences comme celle-ci, explique M. McGillivray, qui fait remarquer que l'établissement de « relations très solides et durables » avec l'Asie-Pacifique a renforcé l'Université.

Selon Statistique Canada, les étudiants originaires de l'Asie constituent 40 p. 100 des 53 000 étrangers qui font des études postsecondaires au Canada. Ils apportent énormément à notre pays et ils rentrent chez eux après s'être fait des amis et avoir acquis des connaissances au Canada.

À cet égard, le fait que l'Université de la Colombie-Britannique est située sur la côte du Pacifique est un avantage. Cependant, si Vancouver compte 353 000 habitants originaires de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, Toronto en compte 488 000, qui sont tout aussi facilement à portée de l'Asie-Pacifique.



photo : FC (Steve White)

▲ Signes de changement : Les Canadiens d'origine asiatique apportent une contribution unique à la culture et à l'économie canadiennes, comme le montre cette rue du quartier chinois de Toronto.

« Certains ici font de l'exportation vers leur pays d'origine », raconte Ken Ng, immigrant de Hong Kong et médecin de famille qui préside la Chambre de commerce chinoise à Markham, ville en pleine expansion de la banlieue nord de Toronto où foisonnent maisons et centres commerciaux asiatiques neufs. Les liens avec la Chine continentale s'intensifient, constate M. Ng, car le nombre de Chinois qui peuvent facilement émigrer explose.

Par contre, c'est dans des conditions extrêmement difficiles que bon nombre des 210 000 Canadiens d'origine vietnamienne sont arrivés dans notre pays, essentiellement dans les années 1970 et 1980. Aujourd'hui, Phung Van Hanh contemple avec fierté la communauté d'environ 40 000 Vietnamiens qui habitent Montréal.

« Il y a parmi nous beaucoup d'ingénieurs et près de 10 000 techniciens en informatique, fait observer M. Phung, ancien président de la Fédération vietnamienne du Canada. La situation s'améliore de jour en jour. » Il ajoute que la province du Québec, où vivent 60 000 Vietnamiens en tout, était l'endroit tout indiqué pour ceux qui parlaient couramment français à leur arrivée.

La diversité des communautés asiatiques au Canada crée des liens importants avec des sociétés que les Canadiens doivent s'efforcer de mieux comprendre. Ainsi, les immigrants du Bangladesh et de la Malaisie, par exemple, sont un lien avec le monde musulman, tandis que des immigrants de pays comme le Japon

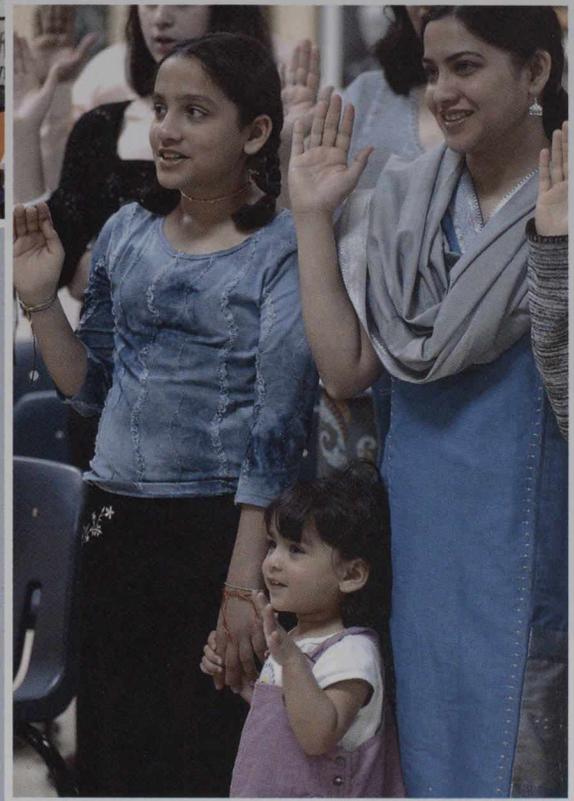


photo : FC (Keith Gosse)

▲ Liens familiaux : Bien qu'elle soit Canadienne de naissance, Ushmi Kabir, âgée de 2 ans, prête serment en compagnie de sa mère Nasima (à droite) et de sa sœur, Lamia, lors de leur serment de citoyenneté, à St. John's, Terre-Neuve, en 2004. La famille Kabir est originaire du Bangladesh.

facilitent les échanges culturels avec leur pays d'origine.

Les relations avec l'Asie-Pacifique se sont multipliées tout particulièrement pendant la dernière décennie, affirme Willy Lumbanraja, président de l'Association de la communauté canado-indonésienne de Mississauga (Ontario). « Avant, les Indonésiens ne savaient pas grand-chose du Canada. »

Ils apprennent vite. Les quelque 4 500 Indonésiens que compte la région de Toronto sont imprégnés de leur culture, mais c'est au Canada qu'ils veulent vivre, fait remarquer M. Lumbanraja. « Nous disons pour la plupart vouloir rester ici, surtout les enfants. »

AIDER LES CANADIENS EN DÉTRESSE

En raison de l'ampleur du tsunami qui a balayé les côtes de 12 pays de l'océan Indien, au lendemain de Noël, la Direction générale des affaires consulaires d'Affaires étrangères Canada (AEC) a dû déployer des efforts sans précédent pour redresser la situation, notamment venir en aide aux Canadiens dans la région et à tous ceux qui, au Canada, s'inquiétaient pour eux.

DES APPELS DU CANADA

Le 26 décembre, dès les premières heures de la journée, lorsque la nouvelle du tsunami parvenait peu à peu aux médias, les Canadiens inquiets du sort d'amis et de parents se trouvant dans la région ont commencé à appeler au service téléphonique d'urgence de la Direction générale des affaires consulaires d'AEC.

Ces appels étaient acheminés au Centre des opérations, longue enfilade de bureaux située dans une zone hautement sécurisée de l'édifice d'AEC, dans la capitale nationale. Le matin, le registre des deux employés chargés de répondre

aux appels la veille de Noël faisait 35 pages.

Normalement, le registre du quart de nuit compte quatre pages.

Faute de nouvelles, les craintes des personnes qui appelaient s'accroissaient au fil des heures et des jours. Un grand nombre d'entre elles signalaient le nom de Canadiens qui auraient pu se trouver dans les zones côtières balayées par le tsunami ou ailleurs dans les pays touchés. D'autres cherchaient à avoir de l'information sur des

parents, des amis, des voisins ou des collègues qui voyageaient ailleurs en Asie, craignant qu'ils aient été victimes du raz-de-marée.

Comme le nombre d'appels augmentait sans cesse, le directeur des Services d'urgence d'AEC, Serge Paquette, a affecté des employés supplémentaires de la Direction générale des affaires consulaires au service téléphonique d'urgence. Le 27 décembre au matin,

le centre de crise, c'est-à-dire un flot de postes de travail inutilisés depuis les attaques terroristes du 11 septembre à New York, grouillait d'activité : les 14 agents opérationnels des Affaires consulaires, aidés dans leur tâche par des centaines d'employés d'AEC et de Commerce international Canada, se relayaient désormais 24 heures sur 24 pour répondre aux appels reçus au moyen de 40 postes téléphoniques.

« Je savais que cela représentait une charge de travail sans précédent et qu'il était important que les Canadiens aient des nouvelles de leurs proches, a déclaré Amy Galigan, agente chargée de dossiers politiques à la Direction de l'Europe et des Balkans d'AEC, qui s'est portée volontaire pour travailler pendant six jours au centre de crise. « Je n'ai pas souvent la chance de pouvoir aider des personnes en détresse, a-t-elle ajouté. »

Plus de 100 000 appels ont été reçus dans les deux semaines qui ont suivi le tsunami. Après un certain temps, il s'agissait le plus souvent de rappeler les personnes pour vérifier des informations sur les Canadiens portés disparus ou pour obtenir des renseignements additionnels à verser dans leur dossier. Il est même arrivé que ce soit la personne manquant à l'appel qui réponde au téléphone, après être retournée au Canada saine et sauve, à des centaines de kilomètres du lieu de la catastrophe. Son nom était alors rayé de la liste et l'information, communiquée à toutes les personnes concernées.

M^{me} Galigan, qui a eu l'occasion de donner de nombreux coups de fil de ce genre, pour annoncer la « bonne nouvelle », dit n'avoir jamais reçu autant de remerciements de toute sa vie.

Toutefois, si la liste initiale du centre de crise renfermait 3 948 noms, force est de constater qu'au moment d'aller sous

presse 14 Canadiens avaient effectivement perdu la vie, que 6 autres, qui se trouvaient certainement dans la région, sont encore portés disparus et que 8 autres, qui auraient pu s'y trouver, sont dans la même situation. Les amis ou les parents des personnes portées disparues ont fourni à la GRC des dossiers dentaires, des radiographies et des échantillons d'ADN (p. ex. des cheveux sur une brosse), qui pourront être comparés aux données d'identification prélevées sur 5 000 corps non identifiés dans la région. Les experts devront travailler pendant des mois pour mener à bien cette tâche.

La Direction générale des affaires consulaires aide les familles à rapatrier les corps des victimes ou à remplir les formalités juridiques si le décès n'a pu être confirmé et qu'un certificat de décès n'a pu être délivré. L'année dernière, 808 Canadiens sont décédés à l'étranger, 12 000 autres ont été blessés ou victimes de vol, ont eu des démêlés avec la justice ou se sont retrouvés isolés en pays étranger. 🍁

Le numéro de la ligne d'urgence 24 heures sur 24 des Affaires consulaires est 1 800 387-3124 ou (613) 943-1055.

Si vous partez...

Prenez certaines précautions au cas où une catastrophe se produirait :

- lisez les Conseils aux voyageurs sur la sécurité, les conditions sanitaires et les exigences d'entrée;
- contractez une assurance-voyage;
- laissez le numéro de votre hôtel ainsi que votre itinéraire à quelqu'un au Canada;
- inscrivez-vous à l'ambassade du Canada — vous pouvez le faire en ligne;
- gardez une photocopie de votre passeport dans un endroit distinct;
- ayez sur vous le numéro de téléphone de la mission canadienne la plus près.

Vous trouverez d'autres conseils dans la brochure *Bon voyage, mais...*, que vous pouvez consulter sur le site Web des Affaires consulaires (www.voyage.gc.ca).



Aide consulaire : Serge Paquette, directeur des services d'urgence d'AEC.

PERDUS EN THAÏLANDE...

Durant ses dernières vacances de Noël, comme un rituel bien établi, Diane Therrien, une Canadienne vivant à Phuket, dans le Sud de la Thaïlande, se rendait tous les avant-midi sur la plage en compagnie de sa mère, venue lui rendre visite depuis Trois-Rivières, au Québec. Mais, exceptionnellement, à 10 h 30 le 26 décembre, quand le tsunami a sévi, les deux femmes étaient plutôt parties visiter un temple bouddhiste.

À leur retour, un voisin leur a raconté qu'une immense vague avait déferlé sur l'autre rive de Phuket, une île dont la taille s'apparente à celle de Montréal. C'est le lendemain matin seulement qu'elles ont appris aux nouvelles l'ampleur de la tragédie survenue sur les plages donnant sur l'océan et le grand large.

Bibliothécaire en chef dans un collège britannique et parlant couramment thaï, M^{me} Therrien n'a pas tardé à réagir. Elle s'était inscrite en septembre auprès de l'ambassade du Canada à Bangkok comme coordonnatrice bénévole chargée d'aider les Canadiens en détresse. En compagnie de sa mère et d'une amie thaïlandaise, elle s'est aussitôt lancée à la recherche de Canadiens dans les zones lourdement touchées. Les trois femmes ont été abasourdiées par ce qu'elles ont vu.

« De nombreux grands hôtels en bordure de la plage avaient des bars et des restaurants au sous-sol; les gens qui s'y trouvaient n'avaient aucune chance de s'en tirer, affirme-t-elle. L'eau est arrivée et a rempli les locaux. Il n'y avait aucun moyen de s'échapper. »

Pendant ce temps, Diego Tremblay, deuxième secrétaire et consul à l'ambassade, avait déjà établi une présence canadienne officielle à Phuket. Au soir du 26 décembre, il avait installé une table dans une salle de conférence d'un immeuble gouvernemental transformé en base d'opérations temporaire pour

de nombreuses ambassades. « Ça été une véritable ruée de rescapés, dira-t-il plus tard. »

Certains étaient toujours en maillot de bain, d'autres portaient des gilets de sauvetage. Ils tournaient en rond, les yeux hagards sous l'éclairage cru des lampes. « J'ai été emporté par la vague... » « J'étais sur la plage... » « J'étais dans ma chambre... ». « Ils racontaient leur histoire sans pleurer, ou presque, comme s'ils avaient parlé de quelqu'un d'autre. Ils étaient en état de choc, se souvient M. Tremblay. »

Pendant quatre jours, M. Tremblay, secondé par du personnel et des bénévoles toujours plus nombreux, a consigné les noms et les coordonnées des personnes présentes et manquantes. Il a aussi délivré des documents d'urgence permettant aux survivants de se rendre à Bangkok, où le personnel de l'ambassade pouvait s'occuper d'eux. Jusqu'à 70 personnes ont contribué à l'effort du Canada dans les circonstances. On a ainsi vu des Canadiens en vacances inscrire le numéro de cellulaire de M. Tremblay bien en évidence sur des affiches et des cartes, sans compter la vingtaine d'employés consulaires venus de très loin, certains venant même de Turquie ou bien de Trinité-et-Tobago.

L'effort collectif déployé pour retrouver les Canadiens manquants a pris de vastes proportions. Pendant des jours, M^{me} Therrien, sa mère et leur amie ont visité hôtels et hôpitaux pour examiner les registres des clients et patients, actuels et passés. Arrivé le lendemain du tsunami avec l'ambassadeur du Canada en Thaïlande, Denis Comeau, l'attaché de défense Brian Jackson a fouillé les décombres des stations balnéaires à la recherche de Canadiens figurant sur les listes ou mentionnés dans les récits d'autres étrangers.

Des Canadiens touchés par la catastrophe ont décidé de rester à Phuket, même si nombre d'entre eux devaient dormir dans des installations



de fortune sur le plancher des temples. On leur a fortement conseillé de se rendre dans la capitale. M. Jackson a même offert son appartement de Bangkok à un homme dont la femme semblait avoir disparu sur la plage de Khao Lak, afin qu'il puisse s'y installer et communiquer avec sa famille par téléphone ou courriel.

Cet homme éprouvé a passé plusieurs jours à l'ambassade, cherchant à tout prix à se rendre utile, selon la déléguée commerciale Colleen Baker, qui a agi comme coordonnatrice bénévole à l'occasion du tsunami. Elle l'a chargé d'acheter de l'eau et des collations pour l'aire de réception installée à l'intention des survivants. Les employés de l'ambassade, leurs conjoints et des bénévoles ont rendu visite à la dizaine de Canadiens hospitalisés, recueilli les dons de vêtements et de nourriture ou encore prêté une oreille compatissante à ceux qui avaient besoin de raconter leur expérience.

Tous ceux et celles qui ont mis l'épaule à la roue dans les circonstances qu'on connaît ont maintenant renoué le fil de leur vie et repris le travail. « Ils seront cependant à jamais marqués par l'événement », estime M^{me} Therrien, qui continuera d'agir comme coordonnatrice d'urgence à Phuket.

« Il nous a fallu près de trois semaines avant de vraiment comprendre qu'on a été chanceux de s'en tirer, déclare-t-elle. Nous aurions souhaité pouvoir en dire autant de tout le monde. »

De l'ordre au cœur du chaos : Les alentours des bureaux provinciaux de Phuket, qui ont servi de base temporaire à de nombreuses ambassades.

APRÈS LE TSUNAMI : UNE CONTRIBUTION UTILE

Le Canada a offert compétences, argent, secours d'urgence et soutien à long terme pour atténuer les souffrances provoquées par le tsunami et aider la région à se relever.

Mary Heather White aide les Sri Lankais à reconstruire leur vie. Originaire de Lion's Head, en Ontario, elle dirige à Batticaloa, au Sri Lanka, un programme de formation professionnelle mis sur pied par l'Entraide universitaire mondiale du Canada pour procurer aux gens pauvres et sans emploi les compétences requises pour gagner leur vie. Pour l'instant toutefois, le programme est plutôt axé sur les opérations de relèvement après la catastrophe.

À Banda Aceh, en Indonésie, la compagnie d'assurances canadienne Financière Manuvie, qui a perdu ses bureaux et dont quelque 20 employés sont morts ou ont été portés disparus à la suite de la catastrophe, a fourni 200 000 \$ aux secours d'urgence et accélère le traitement des réclamations présentées par ses clients.

Dans un temple bouddhiste converti en morgue à Krabi, en Thaïlande, l'inspecteur Neil Fraser de la GRC et une équipe canadienne ont travaillé sans arrêt avec des experts en médecine légale à l'identification des victimes de cette vague meurtrière, une tâche physiquement et émotionnellement exigeante.

« L'ampleur et la violence de cette catastrophe dépassent l'entendement », aux dires de l'inspecteur Fraser, originaire de Halifax, en Nouvelle-Écosse. Celui-ci co-dirigeait les dix membres de l'équipe canadienne qui a travaillé en Asie pendant plusieurs semaines en janvier. « Le fait de savoir que nous étions utiles était très réconfortant. Nous savions que notre contribution aidait à changer les choses. »



« La population a été la première à s'atteler à la tâche » : Mary Heather White en compagnie de femmes sri-lankaises qui participent au programme de formation en charpenterie de l'Entraide universitaire mondiale, qui aide les gens à renouer le fil de leur vie.

Qu'ils aient offert leurs compétences, donné de l'argent, fourni du matériel de secours ou encore travaillé directement dans l'un ou l'autre des 12 pays frappés par le tsunami, les Canadiens de tous les horizons, secteurs, organisations et régions du pays ont contribué à atténuer le malheur des personnes touchées par la catastrophe. Le soutien massif apporté à l'Asie-Pacifique en ces heures tragiques procède des relations de longue date établies entre le Canada et la région. Nous en sommes maintenant à l'étape du relèvement, de la reconstruction et des efforts sur le long terme.

Dans les heures qui ont suivi les vagues monstrueuses, le gouvernement du Canada est passé à l'action, au pays comme à l'étranger. Chargé de coordonner la réponse globale du Canada à la crise, le ministère des Affaires étrangères a aussitôt créé une équipe d'intervention spéciale rassemblant les ressources et compétences de plus d'une douzaine de ministères et organismes du gouvernement fédéral, qui ont fourni des équipes de médecine légale, des services d'immigration, des images satellitaires des régions dévastées et une aide aux entreprises canadiennes souhaitant participer au processus de reconstruction.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est intervenue immédiatement en collaborant avec des organisations multilatérales et non gouvernementales afin d'acheminer l'aide canadienne. Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser 425 millions de dollars sur cinq ans pour l'aide humanitaire et les activités de relèvement et de reconstruction.

L'une des contributions canadiennes les plus visibles a peut-être été la participation de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART). Déployée en janvier et en février, cette unité militaire a assuré un soutien médical et des services de purification d'eau à Ampara, une région du Sri Lanka où 10 000 personnes ont perdu la vie et 180 000 ont été jetées à la rue. Pendant sa mission, la DART a traité 5 500 patients, produit plus de 2,5 millions de litres d'eau potable, transporté quelque 55 000 personnes au-delà d'une voie navigable et participé à des projets comme la réparation d'écoles, la construction d'abris temporaires et le déblaiement des décombres.

Membre de la DART, la capitaine Karen Trainor, une infirmière praticienne basée à Petawawa, en Ontario, a aidé à traiter de 30 à 70 personnes par jour

dans des unités sanitaires mobiles un peu partout dans la région. « La plupart des hôpitaux ont été détruits et de nombreux médecins et infirmiers, tués », a-t-elle déclaré à son retour au Canada. « Aux yeux des Sri Lankais, la DART a apporté une énorme contribution. »

Outre les fonds fédéraux, les provinces et les territoires ont donné environ 20 millions de dollars. Les municipalités ont aussi contribué à cet effort, notamment la ville de Calgary, qui a offert des fournitures d'urgence, tandis que des organisations, comme la Fédération canadienne des municipalités, mettaient leurs compétences à la disposition des associations analogues dans la région pour reconstituer les administrations municipales et rétablir les services essentiels comme le traitement des eaux usées, l'approvisionnement en eau potable et les transports en commun.

Les entreprises et syndicats canadiens ont engagé des fonds pour aider les victimes du tsunami, en offrant un montant équivalent aux contributions de leurs employés et membres. Des sociétés telles Air Canada et Apotex Inc. ont collaboré avec Vision mondiale

Canada pour transporter des fournitures d'urgence, comme de l'équipement de purification de l'eau, des vêtements et des produits alimentaires non périssables. Air Canada a également assuré le transport des travailleurs de l'aide humanitaire.

Les ONG canadiennes, dont bon nombre ont un bureau ou des partenaires dans les collectivités touchées, ont été en mesure de répondre rapidement aux diverses priorités, comme le transport des blessés vers les hôpitaux, la construction de logements temporaires ainsi que la distribution de vivres, de médicaments et de vêtements.

Les solides relations entre les ONG canadiennes et asiatiques ont permis d'apporter l'aide appropriée aux personnes dans le besoin. L'Église Unie du Canada et le Presbyterian World Service & Development, par exemple, soutiennent l'Institute for Development Education (IFDE), en Inde, lequel aide à son tour les femmes des communautés marginalisées et pauvres de l'endroit à collaborer pour rompre le cycle de la pauvreté. Même au beau milieu du chaos qui a succédé au tsunami, les intervenants des organismes d'aide ont été emportés



photo : Cplc Paul MacGregor, Caméra de combat des Forces canadiennes

par un sentiment de solidarité et se sont montrés à l'écoute des besoins des familles vivant dans les villages de pêche dévastés.

« La communauté a eu le sentiment d'être traitée avec dignité et respect », a déclaré la directrice de l'IFDE, Anitha Mahendira, dans un courriel à ses partenaires canadiens.

À coup sûr, la réponse la plus remarquable du Canada au tsunami est venue du public, avec des contributions approchant les 200 millions de dollars. Sous réserve des lignes directrices établies, le gouvernement du Canada versera aux organismes d'aide qualifiés une contribution équivalente. L'ACDI invite les organisations à lui présenter des propositions pour faire bon usage de ces fonds au cours des semaines et des mois à venir.

D'aucuns ont voulu aller au-delà de la simple contribution financière.

Une précieuse contribution : Le capitaine Karen Trainor, infirmière au sein de la DART, a apporté, dans le cadre de cliniques de santé itinérantes au Sri Lanka, les premiers soins à de nombreuses personnes, dont cette jeune fille qui souffre d'une affection cutanée.



photo : Jennifer Harr, AEC

Portes ouvertes

Devant une maison à deux étages de Banda Aceh, en Indonésie, d'où on peut apercevoir des voitures rejetées par la mer et des immeubles en ruines, un drapeau à feuille d'érable signale la nouvelle présence du Canada sur les lieux les plus dévastés par le tsunami. Ouverte le 30 janvier par Randolph Mank, ambassadeur du Canada en Indonésie, la « Maison du Canada à Aceh » dirige les Canadiens et l'aide canadienne vers les personnes les plus durement frappées par la catastrophe.

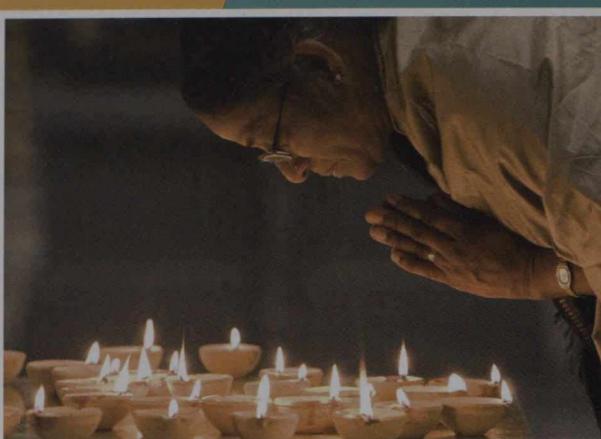
« Il est important pour les gens de savoir que le Canada se montre très actif ici et que nous cherchons à les aider du mieux que nous pouvons », déclare Karen Foss, agente aux affaires politiques affectée en Indonésie. M^{me} Foss fait partie d'une équipe de plusieurs employés venus de Jakarta pour travailler et vivre à la Maison du Canada.

« Je serai ici tant qu'on aura besoin de moi », déclare la diplomate Karen Foss.

Située à environ 50 mètres de l'endroit où les vagues se sont arrêtées, cette grande maison est rapidement devenue le centre névralgique des activités canadiennes d'aide et de reconstruction. Elle facilite sur les lieux la liaison entre les représentants de l'Agence canadienne de développement international, les fonctionnaires indonésiens, les donateurs, les organisations non gouvernementales et même les Canadiens souhaitant contribuer aux travaux de reconstruction.

Ouverte en permanence, la Maison du Canada est la scène d'un incessant va-et-vient. On s'y rend pour discuter de projets sur le terrain et rencontrer les gens de la place. Jusqu'à tard la nuit, des gens y travaillent encore sur leurs rapports ou préparent la journée qui va bientôt commencer.

« Je suis très fière de la façon dont le Canada a réagi et également impressionnée par tout le soutien venu du Canada, déclare M^{me} Foss. C'est ce qui rend notre travail si valorisant. Je resterai ici tant qu'on aura besoin de moi. »



En souvenir des victimes : Lors d'un service commémoratif dans un temple indou de Richmond Hill, en Ontario, M^{me} Thevi Ampri prie pour les personnes disparues à la suite du tsunami.

C'est ainsi que des services commémoratifs et une foule d'activités ont été organisées pour venir en aide aux victimes du tsunami, notamment des collectes de pièces de deux dollars dans les écoles, des repas paroissiaux et des concerts de bienfaisance. Certaines personnes sont même parties pour la région en se joignant à des organisations déjà à l'œuvre là-bas.

Mark Evans, ingénieur à la société CBCL Limited, une entreprise de génie-conseil installée à Halifax, s'est rendu aux Maldives pour aider Oxfam International à reconstituer les réserves d'eau potable contaminées par l'eau de mer. Son employeur lui a accordé un congé payé de trois mois pour faire ce travail. « C'était une occasion que Mark ne voulait pas laisser passer, et nous avons été heureux de le soutenir, au nom de la compagnie et du Canada »,

Gens d'action et de cœur

Lorsque Jill Sampson, vétérinaire en semi-retraite de Qualicum Beach, en Colombie-Britannique, a vu les images du tsunami à la télévision, elle a immédiatement senti la nécessité d'agir. M^{me} Sampson, qui dirige une petite organisation gouvernementale appelée Poco a Poco, vouée à la promotion de la santé et de l'éducation au Guatemala, s'est jointe à une équipe de l'Hôpital pour enfants de la Colombie-Britannique en partance pour le Sri Lanka.

Une fois rendue à Kalmunai, l'une des localités les plus durement touchées, elle a mis à contribution ses compétences médicales pour aider à la mise en place d'une pharmacie. Toutefois, comme tous, elle a également apporté son aide partout où cela était possible, travaillant côte à côte avec les membres de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe

déclare Doug Brownrigg, directeur de la Division du génie municipal à CBCL.

La communauté internationale se tourne maintenant vers la prochaine phase du soutien qu'il faut apporter aux collectivités touchées en Asie, à savoir le relèvement et la reconstruction sur le long terme.

Oxfam International, par exemple, travaille de près avec des partenaires de la région pour concevoir des stratégies qui permettront aux personnes touchées de retrouver un gagne-pain — réparateur de bicyclettes, poissonnier à petite échelle, etc. — et aux femmes devenues chefs de famille d'obtenir du crédit. « L'idée, c'est de rendre chacun autonome », selon Rex Fyles, qui gère le programme d'aide humanitaire d'Oxfam Canada.

Le gouvernement du Canada cherche à trouver les meilleurs moyens de soutenir la reconstruction sur le long terme. Une équipe du ministère de l'Environnement, de celui des Ressources naturelles ainsi que de l'ACDI a évalué l'impact environnemental du tsunami et les moyens de faciliter un développement plus durable des collectivités côtières. En outre, des scientifiques du ministère de l'Environnement aident des pays comme l'Inde à se doter d'un mécanisme d'alerte aux tsunamis.

Selon Bob Johnston, coordonnateur de la réponse de l'ACDI à la catastrophe du tsunami, les Canadiens reconnaissent la nécessité d'un engagement à long

terme dans la région. Il ajoute que les organismes gouvernementaux œuvrant dans les pays touchés sont déjà entrés en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, entre autres institutions, pour évaluer les besoins en matière de reconstruction. « À cet égard, l'ACDI entretient d'étroites relations avec ces institutions et mettra sur pied des programmes visant à répondre aux priorités que les gouvernements des pays touchés ont eux-mêmes fixées. »

Mary Heather White déclare que le contenu de son programme de formation professionnelle a complètement changé, qu'il est maintenant axé sur le relèvement à long terme et que les métiers les plus nécessaires sont la menuiserie, le soudage, la maçonnerie et la plomberie.

« Il importe de se souvenir que les gens de la place ont été les premiers à répondre avec les capacités qu'ils avaient, précise-t-elle. Nous allons continuer de miser sur ces compétences, de manière qu'ils soient en meilleure position pour affronter cette catastrophe et celles qui pourraient se produire dans l'avenir. »

Visitez le site Web du gouvernement du Canada sur la réponse au tsunami à l'adresse suivante : www.gc.ca/tsunami.

(DART) du Canada, stationnée dans les environs, pour aménager des abris temporaires à l'intention des réfugiés. Pour cela, M^{me} Sampson a aussi pu compter sur l'aide de ses concitoyens.

« L'UNICEF a fourni un certain nombre de bâches, mais nous avons besoin d'outils et d'autre matériel pour construire les abris », a-t-elle déclaré. Au moment où elle s'apprêtait à acheter elle-même de l'équipement d'une valeur de 5 000 \$, le conseil municipal de Qualicum Beach avait recueilli les fonds nécessaires pour acheter des scies, des marteaux, du bois et de la corde.

« Tous les habitants de Qualicum Beach ont apporté leur soutien au projet », de poursuivre M^{me} Sampson, qui est restée au Sri Lanka pendant trois semaines, après quoi elle a été remplacée par un de ses concitoyens, de façon à ce que la construction d'abris se poursuive à Kalmunai. « Nous souhaitons que cela soit le début d'une longue relation. »



Des relations durables : M^{me} Jill Sampson et les habitants de Qualicum Beach, en Colombie-Britannique, aident la population de Kalmunai, l'une des zones les plus durement touchées du Sri Lanka.

CONSOLIDER LA PAIX, RECONSTRUIRE DES VIES

Témoignage du tsunami qui a ravagé le littoral du Sri Lanka, Valerie Raymond a été très éprouvée par le contre-coup de l'un des plus grands cataclysmes de l'histoire du pays.

Le 26 décembre, comme bien d'autres Canadiens, Valerie Raymond, haute-commissaire du Canada au Sri Lanka, profitait de quelques jours de vacances. Le hasard a voulu qu'elle et son partenaire, qui se trouvaient dans un centre de villégiature non loin de Galle sur la côte sud-ouest du Sri Lanka, assistent au tsunami dévastateur qui, ce jour-là, a si gravement ébranlé l'île — et le monde entier.

Tous deux se trouvaient dans leur chambre d'hôtel, au deuxième étage, lorsque la mer s'est retirée de façon inquiétante pour revenir ensuite déferler sur le rivage, tel un déluge. Mais ce n'est que lorsque la mer s'est de nouveau calmée que M^{me} Raymond est descendue au rez-de-chaussée et a commencé à saisir toute l'ampleur des ravages causés par les flots. Du hall d'hôtel, il ne restait que les murs : les boutiques avaient été rasées, des murs de béton s'étaient effondrés et des voitures jonchaient les décombres, emportées comme des jouets.

Le tsunami a durement touché le Sri Lanka, ayant fait plus de 30 000 morts et ruiné de vastes pans du littoral. Depuis que M^{me} Raymond est rentrée, le lendemain, à Colombo, la capitale, ville côtière épargnée par le sinistre, sa vie et son travail sont entièrement consacrés à la catastrophe.

Dans un premier temps, les affaires consulaires ont été traitées en priorité, le modeste effectif du haut-commissariat ayant passé des journées exténuantes à retracer les Canadiens au Sri Lanka, à leur trouver un logement, à prendre contact avec leur famille et à faciliter

leur retour au pays. M^{me} Raymond et les membres de son personnel ont en outre coopéré étroitement avec les autorités à Ottawa afin de coordonner l'intervention humanitaire du Canada, dont l'essentiel consistait à détacher 200 membres de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe dans la zone sinistrée d'Ampara pour qu'ils puissent fournir de l'aide médicale et de l'eau propre, entre autres secours.

M^{me} Raymond fait l'éloge du dévouement, du professionnalisme et du travail acharné des agents canadiens et des employés sri-lankais travaillant au haut-commissariat, ainsi que des renforts temporaires envoyés par Affaires étrangères Canada. Elle a été galvanisée par la force morale du peuple sri-lankais, qu'elle a beaucoup côtoyé dans le cadre des efforts de paix déployés par le Canada en ce qui a trait à la guerre civile brutale qui ravage le pays depuis longtemps.

« La zone de conflit, située au nord-est de l'île, a été durement touchée par les flots, indique M^{me} Raymond. Un grand nombre de personnes qui avaient déjà souffert pendant de nombreuses années avant le tsunami doivent aujourd'hui faire face à une autre catastrophe dont l'ampleur est absolument bouleversante. Pourtant, ajoute-t-elle, on signale de nombreux cas d'entraide très encourageants entre citoyens singhalais, tamouls et musulmans.

Se retrouver au beau milieu d'un tsunami qui fait la une des journaux est peut-être une ironie du sort pour M^{me} Raymond. En effet, étant née à Winnipeg et ayant grandi à Edmonton,



photo : Nick Westover, AEC

elle s'est découverte très jeune une passion pour les nouvelles et a entamé au milieu des années 1970 sa carrière de journaliste au quotidien *The Ottawa Citizen*.

Elle a ensuite occupé plusieurs postes dans le domaine des communications au sein du gouvernement, entrant en 1986 au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international où elle a occupé plusieurs postes importants. « J'ai eu la chance d'arriver au moment où, à la fin des années 1970, des portes s'ouvraient aux femmes, indique M^{me} Raymond. » Elle a été affectée pour la première fois à l'étranger en tant que haute-commissaire du Canada en Nouvelle-Zélande, de 1997 à 2001.

Même si M^{me} Raymond prévoit revenir au Canada cet été lorsque prendra fin son affectation d'une durée de trois ans à Colombo, elle sait bien que sa vie ne sera plus jamais la même. Tous les soirs, elle jette un regard songeur sur les coquillages qu'elle a ramassés sur la plage près de Galle le jour de Noël et essaie de comprendre le sens de cette immense force de la nature qui a fauché tant de vies tout en épargnant la sienne. « Je crois qu'il nous est impossible de comprendre tout cela. Nous devons simplement nous efforcer de changer un tant soit peu le cours des choses, et c'est ce qui nous soutient. » ❁

La haute-commissaire du Canada au Sri Lanka, M^{me} Valerie Raymond, sur le littoral sri-lankais, non loin de Colombo : « Je crois qu'il nous est impossible de comprendre tout cela. Nous devons simplement nous efforcer de changer un tant soit peu le cours des choses, et c'est ce qui nous soutient. »

IMAGES D'UNE TRAGÉDIE

Jonathan Manthorpe commente l'actualité internationale pour le quotidien *Vancouver Sun* et les journaux du groupe CanWest. Correspondant à l'étranger depuis près de 25 ans, en Asie, en Afrique et en Europe, M. Manthorpe est membre associé de l'Institute for Media, Policy and Civil Society, qui œuvre au perfectionnement professionnel des journalistes dans les démocraties naissantes et les pays en développement.

C'est la multitude de photographies de personnes disparues, auxquelles étaient joints des messages laconiques, empreints de désespoir, qui m'a d'abord fait saisir toute l'horreur de la catastrophe. On en trouvait partout dans le complexe abritant les bureaux du gouvernement de la province de Phuket, en Thaïlande : collées au mur avec du ruban adhésif, agrafées à des panneaux d'affichage de fortune et épinglées aux arbres.

Mais ce qui rendait ces photographies si bouleversantes, c'est qu'elles avaient été prises, de toute évidence, quelques heures seulement avant que le tsunami ne s'abatte sur les centres de villégiature de la côte Ouest du pays.

Nombre d'entre elles montraient des hommes, des femmes et des enfants en pleine célébration de Noël. Sur l'une d'elles, une jeune suédoise levait son verre de champagne en direction de l'appareil photographique. Sur une autre, un père et ses deux enfants jouaient sur la plage, saluant et souriant sans retenue. Enfin, sur cette autre, des jeunes gens faisaient la fête, l'air réjoui par l'alcool, devant une table couverte de bouteilles et de verres.

Mais, moins de 48 heures après la catastrophe, les hôpitaux locaux affichaient déjà les photographies sinistres des corps retrouvés.

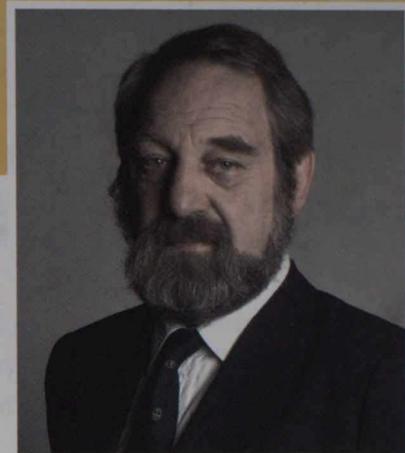
Il s'agissait de la première grande catastrophe naturelle à survenir à l'époque de l'image numérique. Dans les stations balnéaires de Thaïlande et du Sud du Sri Lanka, fréquentées par des touristes nord-américains et européens, presque chaque instant de l'horrible tragédie a été capté et retransmis par courriel, par Internet,

à la télévision et dans les quotidiens. Sans même jamais être allé sur l'île de Phi Phi, ou sur la plage de Patong, il était facile d'imaginer l'horreur provoquée par la saute d'humeur vengeresse d'une mer idyllique.

Lorsque je suis arrivé à Bangkok, au lendemain même du tsunami, l'ampleur de la catastrophe et le grand nombre des régions et des populations touchées dans le Sud et le Sud-Est asiatique ne faisait aucun doute. Pendant le long vol en partance de Vancouver, j'ai eu amplement le temps de préparer un plan de campagne initial, étape toujours essentielle pour un journaliste chargé de couvrir en solitaire un événement d'une telle ampleur.

Ma chance a été d'apprendre mon métier de correspondant en Afrique — continent souvent touché par des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme — en compagnie de collègues compétents et chevronnés. Or, l'une des grandes règles du métier est de concentrer son attention sur l'événement à couvrir et de ne pas tomber dans le piège qui consiste à chercher constamment un meilleur sujet de reportage. C'est là une règle de conduite importante, aussi bien sur le plan pratique qu'émotif : dans un climat d'extrême tension, il est en effet facile de perdre pied, et son jugement.

Le 27 décembre, en Thaïlande, je n'ai pas eu à me demander où aller ni ce que j'allais faire. Le sujet de l'heure, c'était les Canadiens qui avaient perdu la vie, et ceux qui étaient portés disparus ou avaient survécu. Je me suis vite retrouvé au cœur des efforts de secours, à Phuket, où j'ai commencé à saisir toute la dimension



M. Jonathan Manthorpe, chroniqueur des affaires internationales.

humaine de la catastrophe en regardant ces photographies au mur du complexe gouvernemental.

On y trouvait aussi des listes renfermant le nom de milliers de personnes portées disparues, dont 200 Canadiens. C'est à l'ambassadeur du Canada en Thaïlande, Denis Comeau, ainsi qu'à son équipe de diplomates et de bénévoles qu'incombait la difficile tâche de déterminer le sort de ces personnes. Or, ils ont accompli un travail exceptionnel dans les conditions les plus éprouvantes qui soient.

Pour ma part, ma tâche consistait à trouver des Canadiens ayant survécu à la catastrophe et à obtenir leur témoignage, pendant que se poursuivaient les efforts de secours. Certains étaient contents de pouvoir témoigner de ce qu'ils avaient vécu. D'autres, notamment ceux qui cherchaient désespérément des amis ou des parents portés disparus, étaient en proie à une angoisse intérieure et plus réticents à se confier.

Au fil des jours, l'absence de réponses et le mouvement constant des émotions, entre l'espoir et le désespoir, se traduisaient parfois par des poussées de colère. Mais, dans la plupart des cas, on ne disposait tout simplement d'aucun renseignement. On ne pouvait que sympathiser, ne fût-ce que maladroitement, avec ces personnes qui prenaient lentement conscience d'une réalité brutale : le fait de ne jamais savoir ce qui était vraiment advenu d'êtres chers et le fait que les photographies prises à Noël seraient peut-être le dernier souvenir qu'ils en garderaient. ❀

LES LEÇONS DE LA BATAILLE DE HONG KONG

L'année des anciens combattants au Canada : une nouvelle génération de Canadiens découvre une page cruelle de l'histoire militaire de leur pays.

Il y aurait là tous les ingrédients d'une superproduction hollywoodienne. La longue histoire d'une poignée de compagnons d'armes. Le récit épique d'une bataille de 17 jours où périssent 290 soldats. Le sort atroce de 1 184 survivants envoyés dans des camps de prisonniers et soumis durant quatre ans à la torture, à la faim et au travail forcé. L'agonie de la plupart d'entre eux, qui mourront sans jamais revoir leur patrie.

Mais combien de Canadiens savent de nos jours que ces compatriotes ont combattu à Hong Kong en décembre 1941? À mesure que le nombre des survivants diminue avec les années, le souvenir de cet événement marquant de l'histoire du Canada s'estompe, à peine le mentionne-t-on dans les manuels du secondaire.

Pourtant, une nouvelle génération de Canadiens cherche à se renseigner sur le rôle qu'a exercé leur pays face à l'invasion japonaise de Hong Kong et sur les sacrifices de leurs compatriotes morts ou emprisonnés à cette occasion.

« Depuis quelque temps, les gens s'intéressent à nous comme jamais auparavant », constate John Lowe, 83 ans, de White Rock (Colombie-Britannique), qui a combattu à Hong Kong dans les Winnipeg Grenadiers. « On n'en a jamais beaucoup parlé. Et les rares fois où on en parlait, la plupart des gens pensaient qu'on était cinglés ou qu'on exagérait, qu'il n'était pas possible de vivre comme ça. »

La visite du premier ministre Paul Martin en Chine, en janvier, a beaucoup contribué à raviver le souvenir de la bataille de Hong Kong.

Devant une foule rassemblée au cimetière de guerre de Sai Wan Bay, à Hong Kong, M. Martin a rendu hommage aux anciens combattants qui ont vécu l'événement. Certains des survivants ont visité par la suite une école internationale pour parler aux élèves.

L'un d'entre eux était Lawrence Stebbe, 83 ans, de Beauséjour (Québec), enrôlé dans les Royal Rifles de Québec. Pour lui, le fait d'évoquer ses souvenirs, et devant des jeunes de surcroît, est tout à fait inusité. « C'était si terrible que la plupart des gens, quand on commençait à en parler, refusaient de nous croire, se souvient-il. Je n'en ai jamais parlé à mes enfants, et j'en ai quatre, et sept petits-enfants. Il m'a fallu 30 ans pour commencer à parler de ce qui nous est arrivé. »

Aujourd'hui, le Canada célèbre l'Année de l'ancien combattant, et ces héros confient leurs souvenirs à de jeunes auditoires fascinés grâce à l'intervention de groupements comme l'Institut du Dominion (Projet Mémoire) ou comme Anciens Combattants Canada. Il s'agit d'aider toute une nouvelle génération de Canadiens à mieux s'informer sur le passé, explique Janice Summerby, porte-parole d'Anciens Combattants Canada.

« Les derniers survivants avancent en âge, et il faut raviver la flamme du souvenir, déclare-t-elle. Le problème est de trouver de nouvelles façons de "brancher" les jeunes. Il faut les joindre dans leur propre monde au moyen de la technologie. »

Anciens Combattants Canada inaugurerait au printemps sur son site Web une nouvelle base de données

constituée d'entrevues audiovisuelles avec des anciens combattants, pour tenter de sauver une page d'histoire qui s'estompe peu à peu et pour aider les jeunes d'aujourd'hui à s'identifier aux héros d'hier.

Aubrey Flegg, 86 ans, qui est originaire de Kelowna (Colombie-Britannique) et qui a fait la guerre dans les Winnipeg Grenadiers, ne s'étonne pas que les jeunes Canadiens d'aujourd'hui, qui « ne manquent de rien », aient du mal à comprendre ce que lui et ses camarades ont enduré il y a plus de soixante ans.

« Pour les jeunes enfants, il est difficile d'imaginer ce qu'ont vécu les prisonniers de guerre, fait-il observer. Mais tous nos compatriotes devraient savoir ce que leurs anciens combattants ont enduré. »

Pour en savoir plus sur la bataille de Hong Kong, l'Année de l'ancien combattant et les archives numériques du Projet Mémoire de l'Institut du Dominion, consulter www.hkvca.ca, www.vac-acc.gc.ca et www.leprojetmemoire.com.

Un agent canadien (ci-dessous) accueille des prisonniers de guerre au camp de Sham Shiu Po (ci-dessus) après la reddition du Japon en 1945.



LA FORMULE ASIATIQUE

Poussées par la recherche de débouchés ou la volonté de réduire leurs coûts et de rester concurrentielles, les entreprises canadiennes se tournent vers l'Asie.

Lorsque Research in Motion Limited (RIM), une entreprise de Waterloo (Ontario), a lancé son service BlackBerry en Inde en octobre dernier, elle savait que son produit avait du potentiel.

Les ventes de ces appareils, qui allient les fonctions téléphone portable et courriel, ont été exponentielles en Amérique du Nord. RIM a mis cinq ans avant d'atteindre le million d'abonnés et seulement dix mois pour doubler ce chiffre. Le même effet de boule de neige en Inde aurait des résultats renversants : le pays compte quelque 50 millions d'abonnés au service mobile, soit un bien modeste 5 p. 100 de la population, mais de 1,5 à 2 millions de personnes de plus s'abonnent chaque mois.

Depuis que RIM a lancé son produit vedette en Inde avec l'aide du fournisseur de service mobile Airtel, des gens d'affaires de partout au pays utilisent déjà un BlackBerry, et on prévoit que le nombre d'utilisateurs atteindra 50 000 d'ici le printemps.

Selon Patrick Spence, vice-président de RIM pour l'Asie-Pacifique, cette percée fait partie d'une offensive commencée il y a quatre ans sur le marché de la région. RIM recherche activement un partenaire en Chine, où plus de 230 millions de personnes se servent d'un téléphone cellulaire. « Il est important que nous soyons présents sur les marchés asiatiques pour le

Des débouchés exponentiels : Le BlackBerry 7730 de RIM est maintenant vendu en Inde et sera bientôt offert sur d'autres marchés asiatiques.

bien et la viabilité à long terme de notre entreprise, affirme M. Spence. »

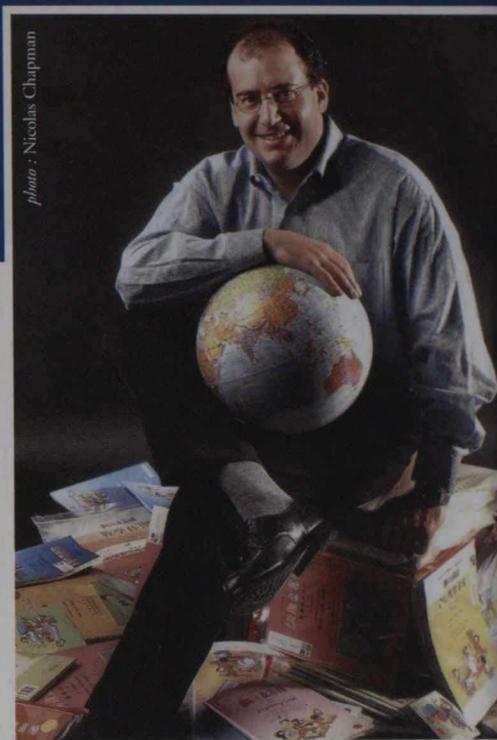
Tout comme RIM, presque chaque secteur commercial du Canada se doit de jorner du côté de l'Asie. Les énormes marchés de la région de l'Asie-Pacifique offrent des possibilités de croissance sans pareilles, tandis que les faibles coûts de production qu'on y trouve redéfinissent le cadre de la concurrence dans lequel les entreprises du monde entier évoluent.

« Le Canada est un pays tourné vers l'extérieur, affirme Bob Keyes, premier vice-président international de la Chambre de commerce du Canada à Ottawa. Il est important que nous soyons présents dans cette région du monde. »

Il faut trouver des débouchés auprès du Japon, le partenaire le plus ancien et le mieux établi que le Canada compte en matière de commerce et d'investissement dans cette région. Le marché japonais recèle un potentiel énorme encore inexploité, surtout si l'on tient compte de l'émergence des deux géants que sont le Chine et l'Inde. D'ici 2025, la Chine deviendra la première puissance économique, devant les États-Unis et l'Inde, selon le Goldman Sachs Group.

Commerce international Canada (CICan) est en train d'élaborer une stratégie pour ces marchés émergents, précise Kapil Madan, directeur adjoint au Commerce à la Direction de la Chine et de la Mongolie de CICan. Les fabricants n'ont d'autre choix que d'analyser les effets que la Chine aura sur leurs industries, ajoute-t-il. « Soyons francs : l'entreprise qui n'a pas encore réfléchi à sa stratégie à l'égard de la Chine accuse déjà un retard sur ses concurrents. »

En 1997, Mega Bloks Inc., un fabricant de jouets de Montréal, a



Bâtir des relations : M. Michael Kraft, président-directeur général de Lingo Media, éditeur d'ouvrages scolaires de Toronto, a investi temps et argent et a trouvé le bon partenaire, pour conquérir le marché chinois.

commencé à acheter auprès d'une usine de Shenzhen, en Chine méridionale, les composantes électroniques qu'il intègre à ses produits à Montréal. En 2002, l'entreprise faisait fabriquer ses séries Dragon (bêtes ailées, forteresses et guerriers) à Shenzhen, qui passe pour la nouvelle capitale mondiale du jouet.

Eric Phaneuf, directeur des finances et des relations avec les investisseurs de Mega Bloks, raconte qu'en faisant fabriquer certains de ses produits en Chine, l'entreprise a pu se tailler une place dans un marché dominé par les multinationales du jouet. Mega Bloks compte 1 000 employés à Montréal; ce nombre est demeuré stable, mais il y a maintenant moins d'ouvriers et plus d'ingénieurs, de concepteurs industriels et de spécialistes du marketing.

Les produits manufacturés représentent seulement une variable de la formule asiatique du commerce et de l'investissement. Les ressources naturelles y sont tout aussi déterminantes : les produits forestiers, les produits miniers, la potasse, les produits agricoles, le blé en particulier, occupent une large part des exportations canadiennes vers la Chine, et les économies asiatiques



avides de ressources naturelles sont le moteur de l'investissement au Canada. Les échanges commerciaux avec la Chine englobent de plus en plus une vaste gamme de services, notamment les télécommunications, les services financiers, le paysagement et le tourisme.

Durant la mission commerciale que le ministre du Commerce international, Jim Peterson, a dirigée en Chine en janvier, les gouvernements canadien et chinois ont commencé à négocier l'attribution au Canada du statut de destination touristique approuvée, afin de permettre les visites de groupes provenant de la Chine. La Commission canadienne du tourisme, qui a récemment ouvert un bureau à Beijing, prévoit que le nombre de touristes augmentera de 20 p. 100 l'année suivant l'attribution de ce statut.

L'éventail des contacts et des contrats établis durant cette mission commerciale d'une semaine témoigne de l'ampleur des possibilités que les Canadiens s'ouvrent en Chine. Des sociétés d'experts-conseils, des promoteurs immobiliers, des architectes, des écoles et collègues, des fabricants d'aliments et des sociétés minières ont signé une multitude d'ententes.

Hongwen Zhang, cofondateur et président de Wireless Edge Canada Inc., une entreprise de Calgary (Alberta), a signé un contrat avec Surekam, principal fournisseur de services de technologie de l'information en Chine, en vue d'offrir ses produits de sécurité réseau aux entreprises clientes de Surekam dans toute la Chine. Wireless Edge a conclu ce marché après avoir passé plus d'un an à adapter sa technologie aux opérateurs de télécommunications à large bande en Chine.

Il peut être difficile de faire des affaires sur les marchés orientaux. Lorsque RIM étudiait les possibilités d'affaires en Inde, elle a constaté que les pratiques commerciales, les données financières et les systèmes juridiques

étaient plus complexes que dans les autres pays où elle exerçait ses activités, explique M. Spence. Il a donc fallu plus de temps pour évaluer les risques.

Il est crucial aussi de trouver le bon partenaire. Lingo Media, une entreprise qui publie des manuels à Toronto, a essuyé deux gros échecs en Chine malgré son association avec un chef de file du marché, raconte Michael Kraft, président et chef de la direction de Lingo. L'entreprise s'est trouvée un autre coéditeur; M. Kraft a consacré temps et argent à nouer des relations et, jusqu'à présent, Lingo Media a vendu 94 millions de manuels en Chine.

Selon M. Madan, CIGan offre une aide sur le terrain (renseignements commerciaux, contacts et séances d'information culturelle) aux entreprises voulant faire des affaires dans la région. De plus, le Canada négocie actuellement des accords bilatéraux avec de nombreux pays asiatiques pour que les entreprises canadiennes soient traitées sur un pied d'égalité avec les investisseurs nationaux ou les investisseurs étrangers.

« Cette région compte certaines des économies les plus dynamiques du monde, affirme Yuen Pau Woo, économiste en chef de la Fondation Asie-Pacifique du Canada. Pour la croissance à long terme du commerce canadien, aucune autre région n'est plus importante que l'Asie. »

Pour les dernières nouvelles concernant le commerce et l'investissement en Asie-Pacifique, lire les numéros d'avril de *CanadExport*, le bulletin bimensuel de CIGan sur le commerce et l'investissement. Ces deux numéros et les archives de *CanadExport* sont accessibles à www.canadexport.gc.ca.

Des rapports en pleine expansion

Hanfeng Evergreen Inc. est une entreprise canadienne qui a de profondes racines en Asie.

Lorsque Xinduo Yu, un homme d'affaires de Dalian, ville portuaire du Nord-Est de la Chine, a immigré au Canada en 1994, il savait que le gouvernement chinois désirait vivement embellir les espaces urbains et les rendre plus verts et plus vivables. Cet ancien urbaniste a donc établi l'entreprise Hanfeng Evergreen Inc. en Chine de façon à mettre en lien l'expertise et les produits canadiens avec le prospère marché du paysagement chinois. Hanfeng s'est ensuite diversifiée en se lançant dans les arbres ornementaux et les engrais.

Connaissant parfaitement la culture du monde des affaires chinois, Hanfeng n'a pas eu trop de difficulté à nouer des relations avec ses 125 employés chinois ou à trouver de nouveaux débouchés dans le pays.

Yuen Pau Woo, économiste en chef de la Fondation Asie-Pacifique du Canada, affirme que les immigrants venus de la Chine peuvent mettre à profit la connaissance qu'ils ont de leur pays d'origine lorsqu'ils y font des affaires. « Dans les marchés les plus intéressants que j'ai vu se conclure en Chine, il y avait toujours des Canadiens d'origine chinoise, ajoute M. Woo. »

La Fondation a repéré 148 associations qui unissent des entreprises canadiennes à la région, dont l'une d'elles est la Chambre de commerce Inde-Canada. Pradeep Sood, qui en est le président, affirme que par l'intermédiaire de son institution, tout Canadien est en mesure d'exploiter les richesses du marché indien, quelle que soit son origine. « Notre rôle est de mettre les gens en contact, déclare M. Sood. »

Création d'espaces verts : Le parc culturel de Haining, au sud-est de Shanghai, est l'un des nombreux projets conçus et réalisés en Chine par la société canadienne Hanfeng Evergreen Inc., dirigée par le Canadien Xinduo Yu.

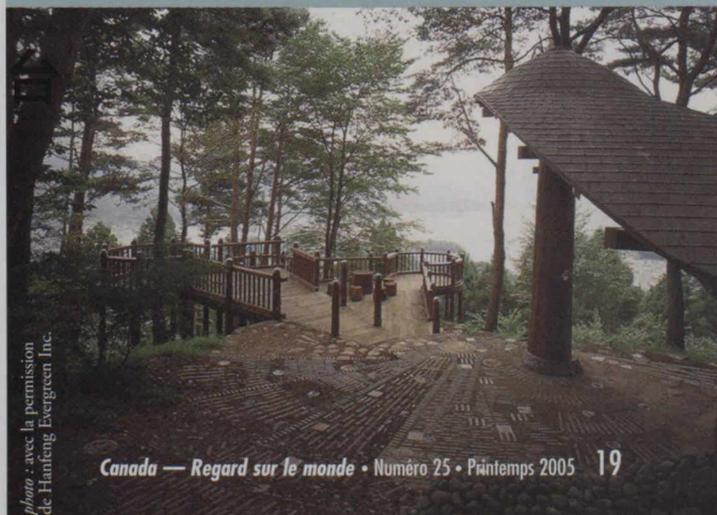


photo : avec la permission de Hanfeng Evergreen Inc.

LA CULTURE CANADIENNE EN ASIE

La culture canadienne trouve de nouveaux débouchés en Asie-Pacifique, où elle exporte la richesse de ses talents, sa créativité avant-gardiste et l'expression de ses intérêts et de ses valeurs.

En Corée du Sud, une petite tortue canadienne aide les écoliers à apprendre leurs leçons.

Les livres mettant en vedette Franklin, l'intrépide petit personnage vert et jaune créé par l'auteure Paulette Bourgeois, originaire de Winnipeg, sont utilisés dans les salles de classe de tout le pays, où ils insufflent du dynamisme à l'enseignement de l'anglais langue seconde.

En effet, la Corée du Sud commande en grande quantité presque tous les titres de Kids Can Press, fait observer Barbara Howson, vice-présidente des droits de publication chez cet éditeur de Toronto. « Les Sud-Coréens achètent nos livres et s'en servent pour éla-

borer des programmes d'apprentissage de l'anglais langue seconde, poursuit-elle. »

La réussite des livres jeunesse canadiens n'est qu'un exemple des nombreux produits culturels en provenance du Canada dont la présence s'est accrue considérablement en Asie-Pacifique. L'évolution des tendances de l'immigration, conjuguée à la mondialisation, à un intérêt accru pour la culture occidentale et à la libéralisation des mœurs dans les sociétés traditionnelles, se traduit par de nouveaux

Créneau artistique : Des entreprises d'animation canadiennes, comme Divertissement Cookie Jar, célèbre pour sa série « Caillou », font d'importantes percées sur le marché asiatique.

débouchés pour les artistes canadiens dans la région.

Toutefois, ces ouvertures ne se limitent pas à l'expansion du commerce ni aux retombées pour l'industrie culturelle canadienne. Les arts permettent aussi de communiquer, par un lien plus intime que les relations officielles, des valeurs, des préoccupations et des aspirations profondément enracinées, tout en favorisant, dans un même élan, la compréhension mutuelle et le resserrement des relations diplomatiques.

Affaires étrangères Canada (AEC) et Commerce international Canada (CICan), par l'intermédiaire de leurs représentants à l'étranger, aident à mieux faire connaître les artistes canadiens, non seulement pour les aider à conquérir un public international, mais aussi parce que cela s'inscrit dans la ligne des priorités et des intérêts plus généraux du Canada, qu'ils soient politiques, économiques ou liés à la gouvernance. Comme le fait remarquer un analyste chevronné des relations étrangères au Canada, « il y a une génération, la culture consistait à présenter un pianiste canadien lors d'une réception diplomatique ». Les choses ont bien changé depuis, comme le montre la popularité actuelle, en Asie-Pacifique, d'artistes canadiens aussi éclectiques que la chanteuse Avril Lavigne, le metteur en scène Robert Lepage, le cinéaste Denys Arcand et l'auteur Austin Clarke.

Or, de même que ses livres, ses films d'animation et ses enregistrements musicaux, le Canada se distingue lui-même par de nombreuses qualités remarquables, ajoute M^{me} Howson. « Les éditeurs des autres pays s'adressent à nous parce qu'ils ont de nous une perception très positive et parce que nos livres sont multiculturels. »

Les produits culturels que le Canada offre à la région sont fort diversifiés. Durant sa tournée mondiale 2002-2004,

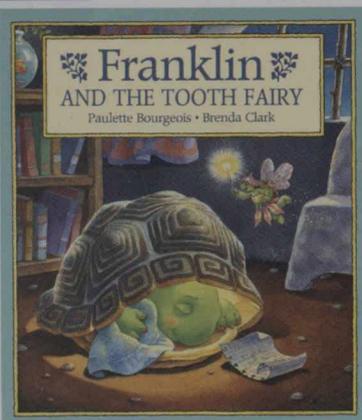
le spectacle *Amelia* de La La La Human Steps a remporté un grand succès et a été présenté notamment en Corée du Sud, à Hong Kong, au Japon, à Taïwan, à Singapour, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

En 2004, le Ballet de l'Alberta a effectué deux tournées en Chine et a été invité à s'y produire de nouveau avant même d'avoir fini de présenter *Carmen* dans les six villes chinoises prévues, au cours de la dernière période des fêtes. « Toutes les fois où l'on mentionne le Ballet de l'Alberta en Chine, il est aussi question du Canada, ce qui a un impact énorme », d'expliquer Harry Patterson, directeur de production de la troupe de ballet de Calgary. M. Patterson s'était rendu une première fois en Chine avec Les Grands Ballets Canadiens en 1982 et, selon lui, le public chinois est beaucoup plus réceptif de nos jours : « On le sent nettement plus attentif, constate-t-il. »

Deux décennies après, les dernières tendances de la musique électronique captivent tout autant le jeune public chinois. Ainsi, le DJ scratcheur Kid Koala a fait un malheur à Beijing et à Shanghai l'été dernier et, dernièrement, un magazine de Beijing publiait une annonce vantant les mérites de la platine Numark CDX, qui permet de « scratcher comme Kid Koala ».

Par ailleurs, l'Asie offre un certain nombre de vitrines toutes faites pour la culture internationale, la plus importante étant cette année Expo 2005, qui se tiendra à Aichi, au Japon, de la fin mars à la fin septembre. Patrimoine canadien y organisera un imposant pavillon pour le Canada.

L'agence Design Exchange, de Toronto, sera l'une des nombreuses organisations canadiennes à y participer. « Nous prévoyons présenter un aperçu de 15 entreprises de design canadiennes et inaugurer cette activité par un débat

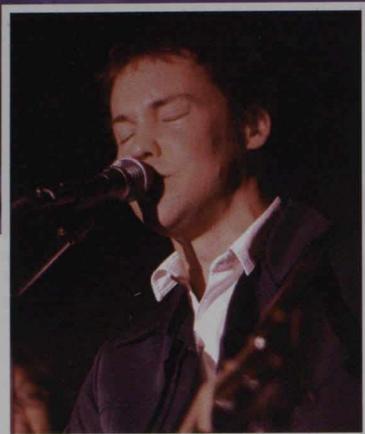


Franklin la tortue aide les enfants de la Corée du Sud à apprendre l'anglais et à renforcer la réputation du Canada dans la région.





▲ Plus dans le coup qu'on ne le croit : La musique canadienne d'avant-garde est bien reçue dans la région, où on la diffuse dans les boîtes de nuit et les magasins.



▲ Le rocker Kris Demeanor, de Calgary.

sur le design canadien », déclare Paola Poletto, directrice de la recherche à cette agence torontoise de premier plan. « Nous sommes présents sur la scène culturelle japonaise depuis plusieurs années pour nous tailler une place sur le marché du design... Les Canadiens et les Japonais ont beaucoup à apprendre les uns des autres. »

Les artistes canadiens estiment qu'un pays comme le nôtre, beaucoup plus dans le coup qu'on ne le croit ailleurs dans le monde, a énormément à offrir à la créativité contemporaine.

« Nous voulons changer un peu l'image du Canada, pour que l'on sache que tout est loin de se résumer aux ressources naturelles et à la culture établie », déclare pour sa part Christine McLean, directrice de l'Association pour la musique électronique, qui a son siège dans le canton de Shefford, au Québec. « Les jeunes Japonais se montrent très réceptifs à l'égard de la musique d'avant-garde diffusée comme musique d'ambiance dans les boîtes de nuit ou les magasins », constate M^{me} McLean, qui dirige une mission commerciale regroupant des producteurs et des distributeurs de l'industrie de la musique canadienne à l'occasion d'Expo 2005.

La démarche inverse est tout aussi importante. C'est ainsi qu'AEC et CICan ont organisé la visite de délégations d'acheteurs asiatiques à l'occasion de manifestations comme les East Coast Music Awards, ce qui a valu à des artistes canadiens d'être invités à se produire à l'étranger.

Par ailleurs, l'Australie est une destination facile d'accès pour des Canadiens comme le rocker Kris Demeanor, de Calgary, qui y effectue une tournée très réussie chaque fois qu'il lance un nouveau CD. C'est également vrai pour un large éventail d'écrivains canadiens.

Les auteurs Austin Clarke, Corey Frost, Isabel Huggan et Jane Urquhart ont tous participé au festival de littérature de Brisbane en 2004. À cette occasion, on a pu entendre pour la première fois une pièce musicale composée par une Australienne et inspirée par l'œuvre littéraire de la Canadienne Anne Michaels.

Les films canadiens figurent régulièrement à l'affiche des festivals du film de l'Asie-Pacifique. Le bureau commercial canadien à Taïpei présente dans le cadre de SPOT, le rendez-vous du cinéma parallèle à Taïpei, des films canadiens nouveaux ou classiques. On pourra y voir *Ryan*, lauréat d'un Oscar, *Hardwood*, mis en nomination pour un Oscar, ainsi que deux œuvres de Denys Arcand, *Les Invasions barbares* et *Le Déclin de l'empire américain*. Deux documentaires sur l'expérience sino-canadienne, *In the Shadow of Gold Mountain* et *The Magical Life of Long Tack Sam*, seront aussi projetés.

Le cinéma canadien a la cote en Inde. Les films canadiens s'y illustrent souvent à l'occasion de grands rendez-vous artistiques comme le dixième festival du film de Kolkata (Calcutta), et les montagnes Rocheuses d'Alberta et de Colombie-Britannique sont toujours appréciées comme décors de neige et de glace dans les films indiens. De jeunes Indo-Canadiens réussissent même à percer dans l'énorme industrie cinématographique de Bombay, comme en témoigne le populaire documentaire produit en 2002 par l'Office national du film, *Bollywood Bound*. Cette première œuvre de la réalisatrice Nisha Pahuja a été projetée en primeur au festival du film indo-canadien de Delhi, en Inde.



photo : avec la permission de LWPAAC

L'expertise canadienne en animation est de plus en plus recherchée dans la région. Par exemple, le collège Algonquin d'Ottawa a signé une entente avec Animaster, le plus grand studio indien de formation et de production, basé à Bangalore, qui met en œuvre une technologie d'animation de pointe et recrute pour son personnel enseignant les chefs de file de l'industrie en Amérique du Nord et dans l'Asie-Pacifique.

Des dessinateurs d'animation canadiens ont été invités en Corée du Sud, à Taïwan, au Vietnam et aux Philippines et y ont remporté un très grand succès, selon Kelly Neall, directrice exécutive du Festival international du film d'animation d'Ottawa. Outre des entreprises d'animation canadiennes bien établies, comme Nelvana, qui entretient déjà des relations d'affaires importantes avec des entreprises indiennes et taïwanaises, d'autres, y compris Asia China Media Ventures, China Film Animation et Divertissement Cookie Jar (qui réalise la célèbre série « Caillou »), font des progrès importants sur les marchés asiatiques.

« Ce créneau artistique est un outil de relations publiques extrêmement efficace pour notre pays, conclut-elle. » 🍁

Pour en savoir plus sur la culture canadienne en Asie-Pacifique, prière de consulter le site Web consacré aux arts et aux industries culturelles d'AEC (www.international.gc.ca/arts).

▲ À l'avant-garde : Des projets comme le tramway aérien du cabinet d'architectes Lang Wilson Practice in Architecture and Culture de Vancouver met le design canadien sur le devant de la scène en Asie.

LES JEUNES ET LA CAMPAGNE ANTIMINES TERRESTRES

De jeunes Canadiens donnent corps à la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. En faisant mieux connaître le problème des mines, ils jouent un rôle dans la lutte contre ce fléau.

Le petit village agricole de Morden, dans le Sud du Manitoba, est bien loin des champs de mines meurtriers qui émaillent les régions de l'Asie du Sud éprouvées par la guerre.

C'est pourtant là qu'est la base d'opérations de deux jeunes Canadiens bien déterminés à contribuer au règlement de la crise humanitaire causée par les mines antipersonnel : Darryl Toews et Meredith Daun sont les cofondateurs d'une organisation bénévole vouée à la promotion de la Convention d'Ottawa de 1997 qui a amorcé l'interdiction universelle des mines antipersonnel.

Ils n'agissent pas seuls. Avec l'appui d'Affaires étrangères Canada (AEC), de la Croix-Rouge et d'organisations non gouvernementales comme Action Mines Canada, de jeunes Canadiens s'affairent à sensibiliser l'opinion publique, à former des bénévoles et à faire pression sur les

politiciens, chez eux et à l'étranger, au sujet des mines antipersonnel.

« Le problème est soluble », déclare Darryl, 35 ans, professeur de sciences sociales au secondaire à Morden. « Ici, au Manitoba, on est bien loin des zones touchées, mais on peut grandement contribuer à résoudre ce problème dans d'autres pays. »

Meredith et Darryl se sont connus il y a cinq ans alors qu'ils travaillaient comme bénévoles et se sont mariés en 2002. Ils se sont intéressés au dossier des mines antipersonnel durant leurs études universitaires, mais c'est grâce au Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, qui organise des stages de 10 mois avec le soutien d'AEC, de la Croix-Rouge et d'Action Mines Canada, qu'ils sont devenus militants à part entière.

Depuis sa fondation il y a sept ans, le Programme des jeunes ambassadeurs choisit chaque année de 6 à 12 diplômés d'université qui visiteront des écoles, organiseront des conférences et collecteront des fonds dans leur province.

Jeune ambassadeur pour l'action contre les mines en 1999-2000, Darryl s'est rendu en Bosnie pour constater de visu les ravages des mines antipersonnel. Meredith, 26 ans, travailleuse sociale dans la fonction publique manitobaine, lui a succédé l'année suivante et est allée au Cambodge, où elle a rencontré des survivants et des démineurs pour se renseigner. « Si une personne est blessée ou tuée, cela atteint toute la famille, fait-elle observer. »

Il y a trois ans, ils ont fondé un groupement local, la *Manitoba Campaign to Ban Landmines*, pour susciter des appuis. Ils visitent des écoles et coopèrent



Crise humanitaire : Une victime reçoit un nouveau membre artificiel au Centre de réhabilitation de la Croix-Rouge américaine au Cambodge.

avec l'actuelle jeune ambassadrice pour l'action contre les mines, Bequie Lake.

Les jeunes se consacrent au dossier des mines antipersonnel de nombreuses façons. Avec l'aide d'AEC, de l'Agence canadienne de développement international et d'autres commanditaires, Action Mines Canada a envoyé en novembre dernier trois jeunes Canadiens à une conférence jeunesse qui a eu lieu en marge du sommet de Nairobi de 2004 pour un monde sans mines.

« Nous envoyons des jeunes aux conférences internationales pour qu'ils observent ce qui s'y passe », explique Christa McMillan, gestionnaire de programme à Action Mines Canada. Elle ajoute que par la même occasion, les jeunes assistent à une série d'ateliers sur les compétences et sur la formation. Cette année, son organisation aide des partenaires étrangers en Asie du Sud à organiser des séances de formation pour rallier les jeunes et collabore à la rédaction d'un manuel d'enrôlement des jeunes en cinq langues.

AEC soutient un programme international qui prépare des jeunes à



Meredith Daun, vêtue d'une combinaison de démineur lors d'une activité de sensibilisation au problème des mines en 2000. Elle était alors jeune ambassadrice pour l'action contre les mines du Manitoba.



▲ Logo d'un organisme cambodgien qui vient en aide aux enfants victimes des mines terrestres.

l'action contre les mines. Les jeunes sont essentiels au succès de la campagne, fait observer Andrew Shore, coordonnateur de l'équipe d'action contre les mines à AEC. « Les jeunes sont résolus à poursuivre la lutte pour libérer le monde des mines antipersonnel... Ils l'ont montré de façon éclatante durant le sommet de Nairobi, où ils ont joué un grand rôle et où leur voix a énormément porté. »

Mais le travail des jeunes Canadiens produit-il des résultats concrets? Posons la question à Mahboobullah Itaf, 20 ans, collaborateur de la campagne afghane pour l'interdiction des mines antipersonnel, qui a séjourné au Canada à l'occasion de la Semaine canadienne de sensibilisation aux mines antipersonnel, en février.

« Le fait que des jeunes Canadiens se consacrent à la cause renforce l'engagement international en faveur de notre objectif, c'est-à-dire un monde sans mines », affirme le jeune Afghan, qui compte plusieurs survivants des mines parmi ses amis. « Les jeunes sont l'avenir de tout mouvement doté d'énergie et de talent. »

Sierra Noble, 15 ans, de Winnipeg, promise à une brillante carrière de violoniste, participe activement au mouvement antimines depuis l'âge de 10 ans, jouant à des concerts de bienfaisance et visitant régulièrement des salles de classe pour porter le message aux jeunes. L'an dernier, elle a assisté avec deux autres jeunes Canadiens à une conférence des enfants sur les mines antipersonnel qui a eu lieu au Japon.

« C'est à nous de prendre position, de nous imposer dans notre monde détraqué et de réparer les erreurs, professe-t-elle. »

Pour obtenir des précisions au sujet du Guide du Canada sur l'interdiction complète des mines terrestres, consulter www.mines.gc.ca. Au sujet du Programme des jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines, voir www.dangermines.ca. Pour en savoir plus sur Action Mines Canada, visiter www.minesactioncanada.org.

DASHAN JETTE DES PONTS ENTRE LE CANADA ET LA CHINE

Alors qu'un milliard de personnes reconnaissent son visage et sa voix, Mark Rowswell est presque inconnu à Toronto, où il habite.

La popularité de ce fantaisiste canadien aux yeux bleus est inégalée en Chine, où il est omniprésent sous le nom de Dashan, « Grande Montagne ». Parlant mandarin à la perfection et recourant à l'occasion à un dialecte populaire, Rowswell est un maître du *xiangsheng*, forme traditionnelle de dialogue comique à laquelle il s'est formé alors qu'il étudiait la littérature chinoise à l'Université de Beijing en 1988.

Mais cela n'a été qu'un point de départ pour Rowswell qui, à 39 ans, est un des étrangers les plus connus en Chine et le premier à avoir remporté le prix de la Jeune personnalité marquante de Beijing. Partout au pays, on trouve dans le commerce ses vidéos et cédéroms intitulés *Aventures de Dashan* et *Communiquer en chinois*, à côté des livres pour enfants de « l'Oncle Dashan ». Il se produit à des réceptions d'État et fait office de maître de cérémonie à des fêtes d'entreprises. Il est le Canadien le plus connu en Chine après le docteur Norman Bethune, et son statut de quasi-idole en fait un bâtisseur de ponts culturels d'une valeur inestimable.

Son personnage de « Dashan le Canadien », qui rapporte beaucoup à Rowswell, contribue par ailleurs à affermir la réputation de son pays en Chine.

« Le Canada est perçu comme un pays qui entretient avec la Chine des relations sans problème », expliquait-il au cours d'une entrevue qu'il accordait durant une tournée en Chine, « ce qui a favorisé mon évolution comme artiste et celui de mon personnage auprès du public ».

Il souligne que le fait d'être canadien lui a épargné la plupart des obstacles politiques dans sa carrière d'artiste du



photo : avec la permission de Dashan Inc.

Le Canadien Mark Rowswell dans le rôle de Dashan.

spectacle en Chine. « La réputation des Canadiens en général comme peuple tolérant, bienveillant et modeste a aussi aidé à me faire accepter du public chinois, poursuit-il. »

Il cite en riant la critique d'un journaliste occidental à Beijing qui a écrit : « De toutes les nationalités étrangères, les Canadiens jouissent de la meilleure réputation en Chine, principalement grâce aux pitreries de Dashan. »

Mais Rowswell sait bien que le bon renom du Canada en Chine repose sur des bases plus solides. « Nous avons beaucoup contribué au développement de la Chine, fait-il observer. Après l'action du docteur Bethune, puis les ventes de blé conclues contre la volonté des États-Unis au plus fort de la guerre froide, le Canada a été un des premiers pays occidentaux à reconnaître la République populaire. »

Et voici que Rowswell entraîne un milliard de personnes dans les aventures de l'oncle Dashan. *

Pour en savoir plus sur l'une des personnalités les plus connues de la planète, consulter www.dashan.com.



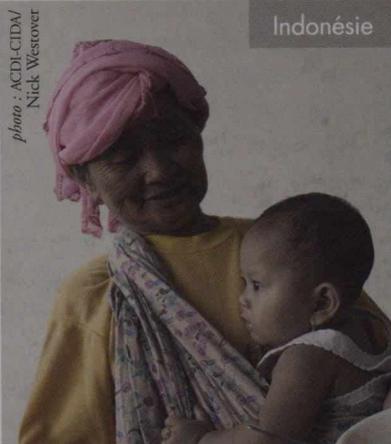
Aidez-nous à tenir nos dossiers à jour. Si vous déménagez, recevez plus d'un exemplaire de *Canada — Regard sur le monde* ou souhaitez annuler votre abonnement, faites les corrections voulues en lettres moulées sur votre étiquette d'adresse et retournez-la-nous.

Vous pouvez nous communiquer les changements par télécopieur au (613) 992-5791, par courriel à canada-magazine@international.gc.ca ou par la poste à *Canada — Regard sur le monde*, Affaires étrangères Canada, 125, promenade Sussex, BCS C-2, Ottawa (Ontario) K1A 0G2.

Bureau de poste : Prière de retourner cet envoi à l'adresse ci-dessus s'il ne peut pas être livré.

Tragédie et espoir

Le tsunami a provoqué à la fois une tragédie et un élan de compassion sans précédent. Les Canadiens se sont mobilisés au Canada et dans la région pour fournir de l'aide alimentaire, de l'eau potable, des abris, des soins médicaux ainsi qu'une expertise technique. À cela s'ajoute un soutien à long terme à la reconstruction au bénéfice des régions et des populations côtières des pays touchés. Voici un dernier aperçu des gestes d'espoir posés après le raz-de-marée.



Indonésie



Sri Lanka



Indonésie



Sri Lanka



Indonésie



Indonésie



Maldives